

**Vers le
renforcement
de la
coopération
anti-drogue**

p2

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Vendredi 17 - Samedi 18 mai 2024 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6146 - 21^e année

**Plus de 100
savants
palestiniens
tués par
les forces
d'occupation**

p7

**33^E SOMMET
ARABE**

**L'ALGÉRIE APPELLE, À MANAMA,
À UNE NATION ARABE FORTE**

« La Palestine a besoin de nous »

La déclaration adoptée à l'issue du 33e sommet de la Ligue arabe, à Manama (Bahreïn), le 16 mai, condamne l'agression sioniste sur Ghaza et exige le retrait des forces sionistes. Elle demande, notamment, l'envoi d'une force internationale à Ghaza jusqu'à ce que la solution à deux États soit mise en œuvre.

LIRE EN PAGE 3

**IL SE SERT DE "L'AFRICAIN LION" POUR CACHER
L'AFFAIRE DES 4000 SOLDATS DES FAR QUI ONT
REJOINT L'ARMÉE SIONISTE À GHAZA**

**Grotesque
diversion
du
Makhzen**

Rien ne pourrait détourner le regard de l'opinion internationale sur le scandale des milliers de soldats marocains expédiés en renfort aux côtés de Tshal dans sa furie guerrière contre les Palestiniens. L'histoire sera implacable avec le Makhzen.

LIRE EN PAGE 2



Les anciens deux chefs d'état-major des armées israélienne et marocain, à Tel-Aviv le 13 septembre 2022

**ALI AOUN EVALUE
LES INVESTISSEMENTS
EUROPÉENS EN ALGÉRIE :**

**« En deçà de
nos attentes »**

p4

**USINE FIAT D'ORAN
À qui profite
la rumeur ?**

p4

**AFFAIRE DE L'HOMME
DISPARU DEPUIS 30 ANS
À DJELFA**

**Six mis en
cause sous
mandat
de dépôt**

p2

**HIPPODROME ABDELMADJID
AOUCHICHE - ALGER,
CET APRÈS-MIDI À 15H30**

**Encore un beau
spectacle au
Caroubier**

p21

LES COURSES EN DIRECT

Le sommet arabe et l'unité

Le conflit israélo-palestinien s'est imposé comme principal sujet au 33ème sommet de la ligue des États arabes qui vient de se tenir à Manama (Bahreïn). C'est à peine si les conflits au Yémen, en Libye, au Soudan ont été abordés. C'est juste un constat de pure forme car aucun des sujets n'a fait l'objet, dans la déclaration finale, d'une décision qui aurait changé le cours de l'histoire. Mis à part cette demande « d'une force internationale » en Palestine en « attendant la solution à deux États ». Parallèlement, le pays organisateur de ce sommet appelle à « une conférence internationale pour la paix » au Proche-Orient. Le massacre qui a lieu actuellement à Ghaza figure dans les préoccupations des dirigeants arabes qui ont « condamné » l'agression israélienne. Ils ont également « exigé » un accès « sans restrictions » des Palestiniens à l'aide humanitaire. Comme

ils ont « appelé à un arrêt des hostilités ». Pas de quoi peser sur la machine infernale sioniste qui au même moment de la tenue du sommet, renforçait ses troupes dans la zone de Rafah, pour l'assaut mille et une fois annoncé par Tel Aviv.

L'idée d'une force internationale, même sous l'égide de l'ONU, a déjà été considérée comme inappropriée par les États-Unis. Cette réserve américaine est dictée par le souci de ne pas entraver Israël dans sa « liquidation » du Hamas. Quant à la solution à deux États, à laquelle fait référence la déclaration finale de Manama, chacun sait qu'Israël joue sur le manque d'unité de la part des dirigeants palestiniens pour affirmer à la face du monde son opposition. D'où le bien fondé et la force de l'appel du président Abdelmadjid Tebboune qui a déclaré que la Palestine « a, aujourd'hui plus que jamais, besoin d'une Nation arabe unie

et forte, qui soit à l'avant-garde de ses défenseurs et aux premiers rangs de ceux qui œuvrent pour l'établissement d'un État palestinien indépendant et souverain, comme solution juste, pérenne et définitive au conflit arabo-israélien ». Et plutôt qu'une force armée d'interposition, l'Algérie voit, dans la décision historique du vote de l'assemblée générale de l'ONU pour l'admission de la Palestine comme membre à part entière, un atout considérable pour faire admettre, à terme, la solution à deux États. L'Algérie semble décidée à fournir de nouveaux efforts au sein du Conseil de sécurité autour de ce dossier. C'est ce qui ressort du discours du président Tebboune lorsqu'il précise que « nous ne pouvons que réitérer notre appel au Conseil de sécurité à l'effet de reconsidérer le dossier d'admission de l'État de Palestine ». Ce 33ème sommet est de la même facture que les 32 autres qui l'ont précédé. Il en sera ainsi en attendant la mise en œuvre de la réforme!

Zouhir Mebarki

L'ÉDITO

IL SE SERT DE "L'AFRICAN LION" POUR CACHER L'AFFAIRE DES 4000 SOLDATS DES FAR QUI ONT REJOINT L'ARMÉE SIONISTE À GHAZA

Grotesque diversion du Makhzen

Rien ne pourrait détourner le regard de l'opinion internationale sur le scandale des milliers de soldats marocains expédiés en renfort aux côtés de Tsahal dans sa furie guerrière contre les Palestiniens. L'histoire sera implacable avec le Makhzen.

Depuis quelques semaines, la presse marocaine tous supports confondus a orchestré un véritable battage médiatique autour des manœuvres « African lion 2024 » qui est mené conjointement avec les Américains. Le Makhzen, semble-t-il, a mis toute son énergie à l'œuvre pour sur-médiatiser ce qu'il prétend être « le plus grand » exercice militaire dans le continent. Curieusement, et bien qu'il se passe aussi chez eux, les Ghanéens, les Sénégalais et les Tunisiens réunis n'ont pas fait autant de bruit sur cet événement. Qui y a-t-il de si particulier dans l'édition de cette année qui mériterait autant d'intérêt des médias ? Rien, à part les nombreuses défections parmi les traditionnels participants qui, par ailleurs, n'ont pas été signalées comme fait saillant. Habités aux farces, coups bas et autres subterfuges comme pratiques du Makhzen, cet état de fait nous amène à se poser des questions. À savoir, ce qui se cache derrière cet écran de fumée ? Il y a une semaine, un



Les anciens deux chefs d'état-major des armées israélienne et marocain, à Tel-Aviv le 13 septembre 2022

opposant marocain de notoriété publique a affirmé que les Forces armées royales ont volé en renfort à l'armée sioniste dans leur agression barbare déclarée aux Palestiniens dans leurs territoires occupés. Le chiffre avancé est effarant : « 4000 soldats marocains ont été expédiés à Ghaza aux côtés de Tsahal », a révélé Mohamed El Battiui, sur la chaîne Youtube du couple opposant au régime marocain, Dounia et Adnane Filali. Le Makhzen, pris de panique après ce scandale de taille qui a du fait l'effet d'une bombe dans le palais royal, a fait des pieds et des mains pour étouffer cette affaire. Du moins sur le plan médiatique. Mais, le coup est parti. On ne peut pas faire taire les médias sociaux, d'autant plus que les

faits se déroulent sous les projecteurs du monde entier, ainsi braqués sur Ghaza où la population continue à se faire massacrer par l'entité sioniste. Pour autant, les observateurs estiment que l'envoi de troupes des FAR en soutien à l'armée sioniste est une suite logique dans le processus de la normalisation conclu avec des pays arabes sous l'égide des Américains. En Novembre 2021, en effet, soit un an à peine après la signature des accords d'Abraham à Rabat, le Maroc et Israël ont franchi un pas spectaculaire et sans précédent l'un vers l'autre en concluant un accord-cadre de coopération sécuritaire « sous tous ses aspects ». Et ce, lors de la visite à Rabat du ministre israélien de la Défense, Benny

Gantz. À ce titre, confirme Mohamed El Battiui, Israël a prêté le serment d'assurer protection au régime marocain en contre partie de la normalisation. Cet opposant, considérant tout le mal du monde que représente l'officialisation de la normalisation avec l'entité sioniste, a donné pour preuve le peuple marocain qui continue à sortir dans la rue pour dénoncer ce rapprochement inédit avec une entité terroriste qui déroule sa machine de guerre contre les Palestiniens. Pour lui, aujourd'hui, « les jours du système du Makhzen sont comptés ». En effet, derrière toute cette agitation du Makhzen, se cache le besoin vital de protéger ses arrières. Aux dernières nouvelles, la succession au sommet du pouvoir fait rage. Un indice de taille, des sources dignes de foi liaient le retour de Lalla Salma sur le devant de la scène, comme fait qui en dit long sur le conflit autour du trône. L'ex-femme du roi pourrait même, avancent des observateurs très au fait des secrets du trône, bientôt « devenir la mère du prochain roi du Maroc ». Ceci, après notamment que M6 aura terminé avec son frère, Moulay Rachid, celui qui devrait normalement être le prince héritier. Toutes ces manœuvres ne sont pas étrangères au palais de Rabat. Elles nous rappellent le coup d'État de Skhirat « comme premier putsch militaire avorté contre le régime de Hassan II alors roi du Maroc, et qui a eu lieu en juillet 1971. Une année plus tard, ce fut le second coup d'état dit « des aviateurs », comme tentative de renverser le régime de Hassan II.

Farid Guellil

AFFAIRE DE L'HOMME DISPARU DEPUIS 30 ANS À DJELFA 6 mis en cause sous mandat de dépôt

Le juge d'instruction près la Cour de Djelfa a ordonné le placement de 6 mis en cause sous mandat de dépôt et de deux autres sous contrôle judiciaire dans l'affaire de l'individu disparu depuis presque 30 ans, a indiqué un communiqué de la Cour. « En application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale et suite au communiqué de presse du 14 mai 2024, relatif à l'affaire du dénommé (B. A.), disparu depuis presque de 30 ans, retrouvé récemment, le procureur général près la cour de Djelfa informe l'opinion publique qu'en date du 16 mai 2024, les parties impliquées dans l'affaire ont été présentées devant le procureur de la République près le tribunal d'El Idrissia, lequel a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire contre le principal accusé (B. A.) pour les chefs d'accusation d'enlèvement et de séquestration d'une personne, sans ordre des autorités compétentes et en dehors des cas où la loi le permet, traite d'êtres humains en situation de vulnérabilité, faits prévus et punis par la loi 20-15 du 30 décembre 2020 relative à la prévention et à la lutte contre les infractions d'enlèvement des personnes et la loi 23-04 du 7 mai 2023 relative à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes », précise le communiqué. « Quant aux accusés répondant aux initiales de (B. S.), (B. H.), (B. M.), (B. Dj.), (B. T.), (B. H.) et (Y. L.), ont été poursuivis pour non dénonciation aux autorités compétentes, fait prévu et puni par les mêmes lois », ajoute la même source. « Après l'interrogatoire des accusés, le juge d'instruction a ordonné le placement sous mandat de dépôt des accusés (B. A.), (B. S.), (B. H.), (B. M.), (B. Dj.) et (B. T.), et la mise sous contrôle judiciaire des accusés (B. H.) et (Y. L.) », Conclut la même source. S. O.

LES MOYENS DE COOPÉRATION BILATÉRALE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS ABORDÉS

Le DGSN rencontre le chef du département anti-drogue de New York

Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Badaoui, et la délégation l'accompagnant, ont rencontré le chef du département anti-drogue de New York, avec lequel ils ont abordé les voies et moyens de coopération bilatérale en matière de lutte contre les défis inhérents à la lutte contre les stupéfiants, sous leurs diverses formes, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). « Poursuivant la visite de travail qu'il effectue aux États-Unis d'Amérique (USA), le DSGN, ainsi que la délégation qui l'accompagne, ont rencontré le chef du département anti-drogue de New York, avec lequel ils ont passé en revue les voies et moyens de coopération avec les appareils spécialisés de la DGSN, à même de faire face aux défis inhérents à la lutte contre les stupéfiants, sous toutes leurs formes, dont les drogues de synthèse et la résine de cannabis ». À cette occasion, ajoute le communiqué, « la délégation s'est rendue aux différents départements du laboratoire d'analyse chimique des stupéfiants relevant dudit département, où elle a reçu de plus amples explications données par des experts en la matière, autour des équipements et des

procédés d'analyse chimique des stupéfiants ». La délégation de la DGSN s'est également rendue au siège de la Police de New York, où il a été procédé à un échange d'expériences et de vues autour des défis sécuritaires auxquels fait face la police dans les deux pays dans les domaines de la sûreté urbaine, de la

sécurité publique, de transport par tunnels et de sécurisation des grandes manifestations », poursuit la même source. Dans le même cadre, la délégation algérienne a visité les services de la police aux frontières (PAF) entre les USA et le Canada. Les rencontres avec les responsables des passages frontaliers ayant permis de

« s'enquérir des moyens employés et des procédés de contrôle du mouvement frontalier des personnes, des véhicules et des marchandises, ainsi que des mécanismes modernes d'échange d'information, en vue d'assurer la sécurité aux frontières ».

Sarah O.

AMIS DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Une délégation vietnamienne accueillie au siège de l'AIARA

Une délégation représentant plusieurs membres du Parti communiste vietnamien s'est rendue jeudi, au siège de l'Association internationale des Amis de la Révolution algérienne (AIARA) à Alger. Dirigée par Lai Xuan Mon, membre du comité central du Parti communiste vietnamien et vice-président permanent de la commission centrale de communication et d'éducation, ainsi que par l'ambassadeur du Vietnam en Algérie, Tran Quoc Khanh, la délégation a été accueillie par le président de l'AIARA, le moudjahid et ancien diplomate Noureddine Djoudi. Au cours de cette visite de courtoisie, visant à établir une coopération future avec l'AIARA, Lai Xuan Mon a inauguré une plaque commémorative en l'honneur du général Giap, figure emblématique de l'indépendance vietnamienne et grand ami de l'Algérie. Les membres de la délégation vietna-

mienne et de l'AIARA ont ensuite échangé sur l'histoire des relations entre l'Algérie et le Vietnam, mettant en lumière l'amitié étroite entre feu le président Houari Boumediene et le général Giap. « Les liens entre l'Algérie et le Vietnam sont profondément spéciaux en raison d'une lutte commune », a souligné Djoudi dans une déclaration à l'APS, mettant en avant le Vietnam comme un symbole de la lutte d'un peuple contre une grande puissance avec des moyens modestes. Il a également noté que les visites régulières du général Giap en Algérie témoignaient de la proximité des relations entre les deux pays. Enfin, il a mis en avant la reconnaissance de l'AIARA envers la délégation vietnamienne, soulignant que le Vietnam partageait des valeurs et des principes communs avec l'Algérie.

M. Seghilani

33^e SOMMET ARABE

L'ALGÉRIE APPELLE À UNE NATION ARABE FORTE

« La Palestine a besoin de nous »

La déclaration adoptée à l'issue du 33^e sommet de la Ligue arabe, à Manama (Bahreïn), le 16 mai, condamne l'agression sioniste sur Ghaza et exige le retrait des forces sionistes.



Ph: DR

Elle demande, notamment, l'envoi d'une force internationale à Ghaza jusqu'à ce que la solution à deux États soit mise en œuvre.

Parlant de la cause palestinienne, qualifiée de cause centrale, dans une allocution lue en son nom par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, à l'ouverture des travaux du Sommet, le président Abdelmadjid Tebboune a souligné qu'elle a, « aujourd'hui plus que jamais, besoin d'une Nation arabe unie et forte, qui soit à l'avant-garde de ses défenseurs et aux premiers rangs de ceux qui œuvrent pour l'établissement d'un État palestinien indépendant et souverain ». C'est, réaffirme le président Tebboune, la « solution juste, pérenne et définitive au conflit arabo-israélien ». L'Algérie, qui travaille dans ce sens, a, rappelle-t-il, œuvré, depuis son adhésion au Conseil de sécurité, à « rehausser la place de la cause palestinienne au rang de cause centrale et de plus ancienne question inscrite à l'agenda de notre Organisation onusienne, mais aussi en tant que plus importante

question à placer en tête des priorités de la Communauté internationale, et à soutenir en mobilisant tous les efforts nécessaires, eu égard à la place qu'elle occupe dans les cœurs de nos peuples ». Le président Tebboune a fait connaître la ferme conviction de l'Algérie concernant l'après-guerre à Ghaza qui « doit, indéniablement, donner naissance au Projet national palestinien, consistant en l'édification d'un État palestinien indépendant, souverain, sans restrictions, ni conditions, ni entraves aucunes ». L'Algérie accueille favorablement « l'élan grandissant des reconnaissances officielles de l'État de Palestine et le soutien accru apporté au projet de son admission en tant qu'État membre de plein droit à l'ONU », a affirmé le président Tebboune, rappelant « la décision historique adoptée, il y a quelques jours, par l'Assemblée générale de l'ONU », qui « reflète dans sa teneur et ses objectifs, une vérité historique, une vérité éclatante que vient, fort heureusement, de reconnaître la Communauté internationale toute entiè-

re, à savoir que le fond du conflit palestino-israélien consiste en le sabotage du Projet national palestinien et que le règlement de ce conflit passe par la concrétisation de ce projet et l'accélération de l'édification de l'État de Palestine ». Le président Tebboune réitère l'appel de l'Algérie au Conseil de sécurité « à l'effet de reconsidérer le dossier d'admission de l'État de Palestine, permettre à la Communauté internationale de se racheter et saisir cette opportunité pour rendre justice au peuple palestinien et lui permettre de jouir de ses droits ».

LES CRISES DANS PLUSIEURS PAYS ARABES

Le président Tebboune a évoqué les crises multiples et complexes qui frappent plusieurs pays arabes. Il s'agit de « la situation au Soudan, en Libye et au Yémen, pays frères, et dans le reste des pays arabes, privés de paix et de sécurité », a-t-il précisé. Cette situation « appelle, elle aussi, à un rôle arabe majeur qui puisse éteindre le feu de la discorde entre les enfants d'un même pays et les prému-

nir contre les menaces et les dangers qui les guettent, du fait des interventions étrangères exacerbées, et de plus en plus féroces ».

LA RÉFORME DE LA LIGUE ARABE

Le président Tebboune a insisté, une nouvelle fois, sur le dossier de réforme de la Ligue arabe imposée en tête des priorités par l'exigence de l'efficacité de l'action arabe commune et son efficacité en cette conjoncture particulière et les grands défis qu'elle véhicule. L'urgence de cette réforme est de plus en plus pressante, pour des motifs désormais connus de tous, souligne le Président Tebboune et qu'il rappelle : rattraper nos efforts manqués face aux défis de l'heure ; unifier nos rangs et les renforcer davantage en faveur de la défense de nos intérêts communs et de nos causes centrales ; réhabiliter l'action arabe commune, recouvrer la quiétude du monde arabe et lui permettre de reconquérir sa position en tant qu'acteur influent sur la scène internationale.

M'hamed Rebah

L'AMBASSADEUR DU QATAR EN ALGÉRIE :

« Nos relations sont sincères et solides »

Le président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), Mohamed Tahar Abadlia, a reçu, jeudi, l'ambassadeur de l'Etat du Qatar à Alger, Abdelaziz Ali Al-Naama, avec lequel il a abordé la question de coopération bilatérale en matière de recherche scientifique et d'innovation technologique, indique un communiqué du CNRST. Les deux parties ont évoqué la nécessité de bâtir un partenariat, à travers « l'aménagement d'un cadre de coopération entre le CNRST en Algérie et son homologue qatari, à travers l'échange d'expertises et de délégations des deux pays, dans l'objectif de réaliser un développement durable au profit des deux peuples », lit-on dans le communiqué. À ce propos, Abadlia a souligné le rôle efficace et constructif joué par le CNRST, à travers les missions constitutionnelles qui lui sont assignées, estimant que « le champ de coopération internationale avec les Conseils homologues dans les autres pays, devront contribuer à asseoir des bases solides pour cette instance de consultation ». De son côté, l'ambassadeur de l'Etat du Qatar s'est félicité des « relations ancrées aux plus hauts niveaux », ajoutant

que les relations algéro-qataries sont « sincères et solides et se sont concrétisées par des partenariats multiples, des accords et prochainement, par la formation de la grande commission mixte », tout en soulignant la nécessité de son appui. Selon le diplomate qatari, la recherche scientifique et technologique « est un facteur fonda-

mental pour le progrès des Etats et les conditions sont réunies en vue de la construction et de la concrétisation de cette coopération à l'avenir, d'autant que la concordance des vues, contribue à la création des opportunités et de la coopération », a conclu le communiqué.

S. O.

L'AMBASSADEUR DE CHINE EN ALGÉRIE :

« Nos relations sont solides et fondées sur la confiance et le soutien mutuel »

En marge d'une conférence-débat sur la question de "Taïwan", organisée au siège de l'ambassade de Chine en Algérie, l'ambassadeur Li Jian a déclaré que « les relations algéro-chinoises sont historiques et solides, basées sur la confiance et le soutien mutuel », ajoutant que les deux pays partagent aussi « le principe de non-ingérence des puissances étrangères dans les affaires internes des pays ». L'Algérie et la Chine s'accordent également à « emprunter la voie du développement, conformément aux circonstances nationales de chaque

pays » et à « approfondir le partenariat stratégique entre les deux pays », a ajouté le diplomate chinois. « Plus de 183 pays ayant établi des relations avec la Chine adhèrent au principe d'une seule Chine », a-t-il souligné, rappelant le « rôle important » de l'Algérie pour permettre à la Chine de retrouver son siège légitime aux Nations unies en 1971. Pour sa part, l'ancien diplomate et président de l'Association internationale des amis de la Révolution algérienne, Noureddine Djoudi, a indiqué que l'Algérie « n'oubliera pas ses amis qui ont soutenu sa glorieuse Révolu-

6^e CONFÉRENCE MONDIALE DES PRÉSIDENTS DES PARLEMENTS 2025

Boughali propose la création d'une commission parlementaire consultative au niveau de l'ONU

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, a appelé, jeudi depuis Genève en Suisse, à ouvrir la voie aux représentants des peuples afin de contribuer de manière active et sérieuse à la prise de décisions mondiales et de les impliquer régulièrement dans les différentes activités et initiatives des Nations unies, proposant la création d'une commission parlementaire consultative auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU), regroupant des représentants des parlements des États membres, indique un communiqué de l'APN. Intervenant lors des travaux du Comité préparatoire de la 6^e Conférence mondiale des présidents de parlements en 2025, Boughali a souligné « le rôle central de la diplomatie parlementaire, à travers les parlements nationaux ou l'Union interparlementaire (UIP), dans le soutien aux activités de l'ONU et le renforcement de son action multilatérale, ainsi que ses efforts pour combler le fossé démocratique observé dans les relations internationales ». Le président de l'APN s'est dit convaincu qu'« en associant les représentants des peuples dans la prise de décisions mondiales et en tenant compte des opinions et des propositions des parlementaires notamment au sein de l'ONU, cela peut changer le cours du monde entier ». Évoquant ce qui a été réalisé lors des précédentes conférences sur l'action parlementaire, Boughali a salué le soutien apporté par l'UIP, notamment aux Parlements à faibles ressources financières et logistiques pour renforcer essentiellement le processus de numérisation, désormais indispensable pour le développement des administrations et leur gestion. À cette occasion, Boughali a passé en revue l'expérience du Parlement algérien, en insistant sur la réalisation du principe d'association des femmes et des jeunes à la vie politique et parlementaire en particulier. Pour ce qui est des efforts d'actualisation de l'arsenal juridique pour faire face aux défis mondiaux, il s'est interrogé sur la capacité des pays et des peuples encore sous occupation, souffrant d'oppression, de racisme, de famine et d'exode à réaliser au moins un des objectifs du développement durable à l'horizon 2030. Boughali a cité l'exemple de « la Palestine où des milliers d'innocents sont morts en quelques mois et du Sahara occidental, estimant qu'ils sont encore loin de réaliser l'objectif 16 relatif à la paix étant toujours sous occupation coloniale », conclut le document.

S. O.

H. S. A.

ALI AOUN ÉVALUE LES INVESTISSEMENTS EUROPÉENS EN ALGÉRIE :

« En deçà de nos attentes »

S'exprimant jeudi à l'occasion d'une Conférence organisée par la Délégation de l'Union européenne en Algérie, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé que « la plupart des investissements européens directs (IDE) en Algérie restait limitée au secteur des hydrocarbures, d'où la nécessité de les élargir et de les renforcer pour réduire la disparité qui caractérise les échanges commerciaux entre les deux parties ».



PH : DR

A lors que dans la vision de l'Algérie, ces partenariats doivent s'établir à travers des relations d'égal à égal, le ministre estime que l'Algérie, « qui a toujours été un partenaire fiable et sûr pour les pays européens, aspire à établir des relations de coopération et de partenariat qui répondent à nos aspirations mutuelles en matière de développement économique ». À cet égard, le ministre s'est dit convaincu que « le nouveau départ ne peut se réaliser qu'avec la participation de tous les acteurs, notamment les investisseurs et les hommes d'affaires des deux côtés », appelant à « intensifier les contacts et les rencontres pour établir des relations basées sur le principe gagnant-gagnant ».

« L'ALGÉRIE ENGAGÉE À JETER DES PASSERELLES DE COOPÉRATION AVEC L'UE »

Au plan régional, le ministre a rappelé que « l'Algérie a adhéré à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), en vue de devenir une passerelle entre les deux continents africain et européen, de par son positionnement géographique, ainsi que ses investissements dans les infrastructures, à même de lancer des investissements communs dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et des services ». « L'Algérie vit une nouvelle ère et est engagée à jeter des passerelles de coopération avec l'Union européenne, en tant que partenaire historique », a affirmé Aoun, rappelant que « l'accord de partenariat de

part et d'autre a érigé l'UE en 1er partenaire de l'Algérie, durant plusieurs années, et que le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'UE, s'est élevé à 46,5 Mds USD, durant les 11 premiers mois de l'année 2023 ».

Certes, il y a lieu de relever que des acteurs étrangers sont de plus en plus nombreux, et ces IDE se sont fortifiés, notamment avec les lois récentes, telle la numérisation, mais force est de constater que les IDE européens demeurent en deçà des attentes, sur fond aussi de la vision d'avant, voulant que le marché algérien soit un comptoir de leur marchandise. Outre l'Italie, l'Algérie a réussi à attirer des IDE d'autres pays à travers le monde, notamment la Turquie, la Chine et le Qatar.

« SUR 100 FIRMES ÉTRANGÈRES, SEULEMENT 45 EUROPÉENNES »

Pour sa part, le Directeur général de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a annoncé que « de nombreuses grandes entreprises asiatiques souhaitent s'implanter en Algérie et y investir dans divers domaines, notamment dans le domaine de l'industrie sidérurgique, du métal et de l'aluminium, avec un montant potentiel d'investissement s'élevant à 6 milliards de dollars pour chaque projet ». « Ces entreprises font partie de plus de 100 firmes étrangères ayant exprimé leur volonté d'investir en Algérie, dont 45 relevant des pays de l'Union européenne », a fait savoir le responsable. Évoquant les investissements étrangers enregistrés depuis 2022 à ce jour, l'intervenant a révélé que « leur nombre s'élève à 123 projets, dont 44 investissements directs étrangers (IDE) et 79 projets en partenariat avec des acteurs locaux ». « Des indicateurs positifs visant à améliorer le climat des investissements permettant de restaurer la confiance des investisseurs locaux et étrangers », estime Rekkache. En outre, il s'est « félicité des capacités dont dispose l'Algérie », lui permettant d'être « la destination préférée et une porte d'entrée pour des investissements réussis et rentables pour toutes les parties », appelant les entreprises européennes « à exploiter ces conditions en vue de la domiciliation de leurs investissements en Algérie ».

H. Si A.

RÉUSSITE DES PRÉPARATIFS POUR LE LANCEMENT OFFICIEL DEMAIN DU RGA

Youcef Cherfa salue tous les acteurs impliqués

Lors d'une réunion, qui s'est déroulée en visioconférence avec les directeurs des services agricoles des 58 wilayas, consacrée à l'examen des derniers préparatifs, avant le lancement officiel aujourd'hui du Recensement général de l'agriculture (RGA) 2024, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a rappelé « l'importance majeure de cette opération pour le pays en général et pour le secteur de l'Agriculture en particulier, car elle permettra de collecter des données précises qui constitueront une base pour l'élaboration des prochaines politiques sectorielles ». Dans son intervention, Cherfa a également souligné « la particularité de cette édition par rapport aux précédentes, notamment en termes de préparation de l'opération de recensement et de mobilisation des moyens matériels et humains, ainsi que la période fixée pour la réalisation du RGA 2024, en concomitance avec le lancement de la campagne moisson-battage et la mise en œuvre du Plan national pour le développement des filières et cultures stratégiques ». Au terme de cette réunion, le ministre a présenté ses remerciements à tous « les acteurs mobilisés pour faire réussir cette opération cruciale pour l'économie nationale, et à leur tête les walis de la République qui ont veillé à sa bonne préparation ».

H. S. A.

NUMÉRISATION L'Algérie et la Chine signent un mémorandum de coopération

Un mémorandum de coopération dans le domaine de la numérisation et de l'économie numérique a été signé, jeudi, en République populaire de Chine, entre la Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, et le ministre chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information, Jin Zhuan-glong, a indiqué un communiqué du Commissariat. « Lors de sa visite en République populaire de Chine, Mme Benmouloud a eu, ce jour, une rencontre de haut niveau avec le ministre de l'Industrie et des Technologies de l'information chinois, durant laquelle les deux parties ont examiné les voies de coopération dans plusieurs domaines qui s'inscrivent dans le processus de concrétisation de la transformation numérique, outre la formation et le transfert d'expertise », a précisé la même source. Les travaux de cette visite ont été sanctionnés par la signature d'un mémorandum de coopération dans le domaine de la numérisation et de l'économie numérique, dans le cadre du renforcement des liens de coopération entre l'Algérie et la Chine dans ce domaine vital, en concrétisation des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et de son homologue chinois, conclut le communiqué.

S. O.

LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE DÉMENT TOUTE FERMETURE DE L'USINE FIAT D'ORAN

À qui profite la rumeur ?

A lors que le secteur de l'automobile en Algérie a connu un bond significatif, seulement une année après la reprise de l'importation de véhicules, certains bruits sur les réseaux sociaux ont fait état d'une fermeture provisoire de l'usine Fiat, en raison de vol de 132 moteurs Fiat. Une fausse rumeur que le ministère de l'Industrie a vite fait de démentir. Dans un secteur en pleine refonte, des marques comme Fiat, Cherry, Geely, ont montré des performances honorables, faisant renaître un certain engouement chez le consommateur algérien. A un degré plus élevé, la marque italienne a émergé du lot, après l'ouverture de l'usine Fiat d'Oran, en décembre 2023. Mais cette performance a, semble-t-il, dérangé certaines parties,

ou du moins, leurs intérêts. Ou bien est-ce l'annonce de l'achat de la Fiat algérienne par facilité, ou bien les remises sur les prix de multiples voitures proposées, qui semblent ne pas avoir plu à tout le monde. La réalité est que la Fiat se vend bien sur le marché algérien, la preuve est que depuis son arrivée dans notre pays, le groupe Stellantis s'est hissé sur le toit de l'Afrique en matière de vente de voitures. Un fait qui met en avant l'importance de la situation géographique stratégique de l'Algérie, une réelle opportunité pour le pays de jeter à l'avenir les bases d'une véritable industrie automobile. Dans un communiqué paru jeudi, le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a formellement démenti cette fausse rumeur,

la qualifiant de « rumeur sans fondement ». Déplorant le fait que « la photo de monsieur le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a été associée à cette publication », le ministère « a affirmé que l'usine poursuit actuellement son activité sans aucun incident signalé ». Un démenti qui vient ainsi réaffirmer l'engagement de l'État, dont l'objectif stratégique vise à mettre en place une véritable industrie durable, créatrice d'emplois, contribuant à la relance économique, la création de richesse et à accroître le PIB du pays. Mais la stabilité de l'économie nationale et son éventuelle percée sur le marché mondial, n'est pas du goût de tout le monde...

Hamid Si Ahmed

AGRICULTURE DANS LE SUD DU PAYS

19 milliards DA alloués pour 86 projets en 2023

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a annoncé, jeudi à Alger, que 86 projets agricoles, dans les régions du sud du pays, avaient bénéficié, depuis 2023, de financements de l'ordre de 19 milliards de dinars auprès de banques publiques, dont la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR). Dans une allocution prononcée lors d'une journée d'étude organisée par le ministère de l'Agriculture et du Développe-

ment rural sur « la carte des potentialités agricoles dans les wilayas du Sud », le ministre a précisé que ce financement englobe 3,4 Mds de DA au titre du financement de l'investissement, 7,2 Mds de DA au titre du financement de l'exploitation, ainsi que 669 millions de DA au titre du financement islamique. Faïd a fait état de l'inscription, en 2023, de plusieurs opérations d'investissement au profit des wilayas d'El Oued, de Timimoun et de

Tamanrasset, concernant, notamment, l'ouverture de pistes agricoles et la création de points d'eau, avec un montant total de l'ordre de 677 millions de DA. Concernant l'irrigation agricole, le même responsable a précisé que les ressources en eaux nécessaires à l'irrigation des périmètres agricoles avaient été garanties dans les wilayas du Sud, à travers un programme en cours, d'une enveloppe de 3,33 Mds de DA, soulignant

que ces wilayas ont bénéficié d'un nouveau programme de l'ordre de 9,8 Mds de DA au titre de la Loi de finances de 2024 (LF2024). Par ailleurs, le ministre a indiqué que près de 172 Mds de DA avaient été consacrés au programme d'appui au développement des filières de productions agricoles d'importance stratégique au titre des exercices 2023 et 2024.

Sarah O.

EXTENSION DU PORT DE "DJEN DJEN"

Vers la création de zones franches à Jijel, El-Tarf et Tébessa

Intervenant jeudi à l'APN, dans le cadre des efforts de l'État visant à augmenter le volume des échanges commerciaux, notamment avec les pays voisins, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportation, Tayeb Zitouni, a affirmé que les préparatifs étaient en cours pour le lancement de zones franches au niveau du port de Djen Djen (w. Jijel), de Bouchebka (w. Tébessa) et de la wilaya d'El-Tarf, dans le cadre du projet d'extension du port de Djen Djen, avec tous ses aspects techniques, économiques et juridiques, avec l'examen de la possibilité de son extension pour englober la zone industrielle de Bellara ».



Ph: DR

sus de l'accès aux marchés prometteurs de l'Afrique de l'Ouest ».

« SATISFACTION DES CITOYENS, RENFORCEMENT DU FRONT INTÉRIEUR ET ABONDANCE... »

S'agissant du pouvoir d'achat du citoyen, le ministre a affirmé que l'approche et les mesures adoptées par le président de la République « ont permis cette année d'assurer la disponibilité des produits de large consommation, notamment durant le mois de Ramadhan dernier, en dépit de la conjoncture internationale difficile et de la flambée des prix, en raison des crises internationales », contribuant ainsi à « l'état de satisfaction des citoyens, en vue de dépasser une zone de tension dans le contexte des développements internationaux, particulièrement la question palestinienne, ce qui a permis le renforcement du front intérieur et la promotion du sentiment d'appartenance du citoyen », soulignant que « l'abondance qui a caractérisé cette année se poursuivra pour les années prochaines ».

« DES PROJETS DÉDIÉS À L'EXPORTATION VERS LES PAYS VOISINS ET L'AFRIQUE DE L'OUEST »

Dans son rapport, Zitouni a fait savoir que « pour la gestion de cette zone aux normes internationales, une réflexion est engagée pour établir un partenariat avec des sociétés internationales, chinoises et turques en particulier ». En outre, le ministre du Commerce a annoncé que « deux autres zones franches ont été programmées avec la Tunisie, à El-Tarf et Tébessa », ajoutant que « ces projets s'ajoutent aux cinq zones franches décidées dans les wilayas d'El Oued, Illizi, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf ». Estimant que les zones franches proposées à cette étape « sont des projets pilotes », Zitouni a précisé que ces zones seront « dédiées à l'exportation des produits nationaux vers les pays voisins, en

« 26.300 TONNES DE VIANDES ROUGES ET 10.000 TONNES DE VIANDES BLANCHES IMPORTÉES DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE »

Pour ce qui est de l'importation des viandes, le ministre a fait état de l'importation de « 26.300 tonnes de viandes rouges et 10.000 tonnes de viandes blanches depuis le début de l'année, précisant que l'opération se poursuivra jusqu'à la fin de l'année en cours ». Quant à la disponibilité des climatiseurs à des prix raisonnables, Zitouni a affirmé que « la production locale qui a atteint 1,5 million d'unités/an, couvre la demande nationale, estimée à 1,2 million d'unités/an ». Donc, il n'est pas nécessaire d'en importer, a-t-il estimé. Au terme de son intervention, le ministre a indiqué que « le nouveau palais des expositions, dont la première pierre avait été posée par le président de la République en 2022, sera prêt pour abriter la Foire commerciale intra-africaine en septembre 2025 ».

H. S. A.

QUALITÉ DES PRESTATIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE SÉCURITÉ SOCIALE Bentaleb insiste sur l'importance de la numérisation

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a mis en exergue, jeudi à Alger, l'importance de la numérisation dans le renforcement de la qualité des prestations fournies par le secteur au citoyen, notamment en matière de l'emploi. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, Bentaleb a mis en avant les efforts du ministère visant à moderniser les instances relevant son secteur, à l'instar de

l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), dans le but de renforcer la qualité des prestations publiques fournies au citoyen. Dans le même contexte, le ministre a précisé que l'adoption de la numérisation, notamment dans la gestion du domaine de l'emploi, est à même de « simplifier les opérations relatives aux offres et aux demandes d'emploi, outre la gestion et l'amélioration des mesures d'accompagnement et d'orientation en la matière ». S'agissant du dispositif d'aide à l'insertion

sociale, le ministre a mis en avant « la régularisation de la situation des affiliés à ce dispositif par leur intégration dans des postes d'emploi permanents, en vue d'améliorer leur situation socio-professionnelle », en concrétisant « de la politique de l'État pour l'appui et la promotion de l'emploi rémunéré ». Dans le même contexte, Bentaleb a rappelé que ces mesures interviennent « en vertu du décret exécutif no 85-22 du 27 février 2022, fixant les modalités et les conditions de la conversion des

contrats du dispositif d'activités d'intégration sociale en contrats à durée indéterminée », ajoutant que le nombre de bénéficiaires « a atteint 175.737 bénéficiaires ». Par la même occasion, le ministre a rappelé les mécanismes adoptés dans le domaine de l'emploi, à l'instar de l'inscription au système « El Wassit » auprès des services de l'ANEM, ainsi que l'orientation, le conseil et l'accompagnement dans la recherche d'un poste d'emploi.

Sarah O.

"ALGERIA JOB SUMMIT" REVIENT DU 29 AU 31 MAI 2024

« Un levier essentiel pour le marché de l'emploi »

Le Salon national de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat "Algeria Job Summit" revient avec une 18ème édition pleine de promesses, du 29 au 31 mai, au Palais de la culture Moufdi Zakaria, à Alger. Une nouvelle édition qui se déroulera cette année sous la thématique "Le marché de l'emploi à l'aune de la transformation digitale et de l'IA". Selon le commissaire du Salon, Dr. Ali Belkhir, « l'accélération du processus de transformation numérique enclenché par les pouvoirs publics, à travers la généralisation de l'usage des TIC, notamment dans les administrations et les services publics, constitue, sans nul doute, un des leviers essentiels pour le développement du marché de l'emploi et de la formation ». Dans ses déclarations, le responsable a mis en avant l'importance de la digitalisation, expliquant que « l'économie numérique est un puissant vecteur de croissance, de productivité et de compétitivité

pour les entreprises, dans tous les secteurs d'activité, donnant naissance à de nouveaux secteurs innovants, tels que le e-commerce, le e-learning ou la cyber sécurité ». « En deux décennies d'existence, le salon s'est imposé comme le rendez-vous privilégié du recrutement, de la mobilité professionnelle, de la formation en entreprise et de la création de start-up », a également souligné le commissaire d'Algeria Job Summit. À noter que 20 000 visiteurs ont été enregistrés lors des précédentes éditions de ce salon qui ne se limite pas seulement à la recherche d'opportunités professionnelles, mais s'étend également à des domaines cruciaux tels que l'orientation professionnelle, la création d'entreprises, les mécanismes de financement, l'entrepreneuriat, la reconversion professionnelle et bien d'autres aspects essentiels pour la relance socio-économique de notre pays. Notons également que le salon comprendra

des conférences, des ateliers et des tables-rondes, ainsi qu'un challenge du meilleur business plan.

Hamid Si Ahmed

FORUM INTERNATIONAL SUR LA STRATÉGIE EUROPÉENNE EN MÉDITERRANÉE

Arkab à pied d'œuvre en Italie

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, participe aux travaux de la 3e édition du Forum international "Vers le sud: la stratégie européenne pour une nouvelle saison géopolitique, économique et socioculturelle en Méditerranée", organisés sous l'égide du gouvernement italien, du 17 et 18 mai, à Sorrente, en Italie. Cette édition verra la participation de plusieurs ministres italiens, outre des présidents de sociétés italiennes et étrangères, de politiciens, d'économistes et d'intellectuels, notamment de la région de la méditerranée. Avec comme objectif de créer un espace d'échange et de concertation sur les perspectives de la croissance dans le sud de l'Italie et les pays de la méditerranée, ces travaux porteront principalement sur la situation géopolitique actuelle et ses répercussions socio-économiques, la sécurité alimentaire, ainsi que sur la nouvelle vision énergétique au Sud, en Méditerranée et en Italie.

H. S. A.

TRAITEMENT DES EFFETS SECONDAIRES DES MÉDICAMENTS ANTICANCÉREUX SUR LE CŒUR ET LES ARTÈRES Une nouvelle spécialité médicale « révélée » à Alger

« Maladies cardiaques et cancer », c'était le thème d'une conférence internationale organisée, jeudi à Alger, par la Société algérienne de cardiologie (SAC), avec la participation de médecins et de spécialistes algériens et étrangers dans le but de faire connaître cette nouvelle spécialité médicale qui traite les effets secondaires des médicaments anticancéreux sur le cœur et les artères, relativement récente dans le monde et en encore à ses débuts en Algérie ». Au regard des effets secondaires des différents protocoles de traitement du cancer sur les vaisseaux sanguins, « le cœur et la membrane péricardique, la rencontre qui a vu la participation de cardiologues et oncologues vise à sensibiliser les patients aux séquelles des médicaments anticancéreux constituant désormais la cause de plusieurs décès, en sus de « rapprocher » ces deux spécialités ». Dans ce contexte, la SG de la SAC, Pr Souhila Abou Abdessalam, a souligné que l'objectif de cette conférence « est de faire connaître cette nouvelle spécialité, arguant que l'objectif de création de sa société est d'accompagner le patient cancéreux pendant et après la phase de chimiothérapie ».

Sarah O.

INTRODUCTION DU CPA EN BOURSE 28,7 milliards de DA « aspirés » du circuit parallèle

L'opération d'introduction de la banque du Crédit populaire d'Algérie (CPA) en Bourse a permis de récupérer, à partir du circuit parallèle, une somme de 28,7 milliards de DA, soit plus du quart du montant global levé, a indiqué jeudi le président de la Cosob, Youcef Bouzenda. Le responsable a fait savoir que « cette somme de fonds qui n'étaient pas bancarisée, a été versée, en espèces, grâce à l'introduction du CPA à la Bourse d'Alger ». Elle correspond à une part de près de 26% du montant de 112,5 milliards DA levé à travers 11.690 comptes bancaires lors de l'opération d'ouverture des souscriptions au capital du CPA, achevée le 14 mars dernier, a-t-il souligné. « Cela démontre que cette opération a contribué grandement à promouvoir l'inclusion financière par l'ouverture de ces nouveaux comptes pour introduire des sommes thésaurisées », s'est réjoui le président de la Cosob, réaffirmant le rôle « important » de l'outil que représente la Bourse pour capter les fonds hors circuit bancaire.

S. O.

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

L'Afrique du Sud demande de nouvelles mesures contre Israël

La Cour internationale de Justice a tenu des audiences publiques, jeudi et hier vendredi, à son siège à La Haye sur la demande, déposée le 10 mai, par l'Afrique du Sud qui réclame que la Cour indique des mesures conservatoires additionnelles contre l'entité sioniste concernant Gaza.

L'Afrique du Sud affirme que les mesures conservatoires précédemment indiquées « ne sont pas susceptibles de "répondre pleinement" à l'évolution de la situation et aux faits nouveaux sur lesquels se fonde sa demande ». Pour l'Afrique du Sud, la situation résultant de l'attaque sioniste contre Rafah et le risque extrême qu'elle fait peser sur l'acheminement de l'aide humanitaire et la fourniture des services de base à Gaza, la survie du système médical palestinien et la survie même des Palestiniens de Gaza en tant que groupe ne constituent pas seulement une escalade de la situation, mais occasionnent de nouveaux développements qui causent un préjudice irréparable aux droits du peuple palestinien de Gaza. "L'Afrique du Sud avait espéré, lors de notre dernière comparution devant cette cour, mettre un terme à ce processus génocidaire afin de préserver la Palestine et son peuple", a déclaré Vusi-muzi Madonsela, le représentant de Pretoria. Au lieu de cela, le génocide de l'entité sioniste "s'est poursuivi à un rythme soutenu et vient d'atteindre un nouveau et horrible niveau", a-t-il ajouté lors d'audiences à la CIJ demandées par son pays pour faire pression en faveur de mesures provisoires supplémentaires contre l'occupant. L'agression des forces sionistes



Ph: DR

contre Rafah "est la dernière étape de la destruction de Gaza et de son peuple palestinien", a déclaré Vaughan Lowe, un avocat de l'Afrique du Sud. « Les preuves de crimes et d'atrocités épouvantables sont littéralement détruites et passées au bulldozer, ce qui fait table rase pour ceux qui ont commis ces crimes et tourne en dérision la justice », a-t-il dit. Les avocats de Pretoria, qui appellent les juges à ordonner un cessez-le-feu à Gaza, ont donné le coup d'envoi de deux jours d'audiences au Palais de la Paix, siège de la CIJ. Pour rappel, le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud avait déposé une requête introductive d'instance contre l'entité sioniste au sujet de ses manquements aux obligations qui lui incombent au regard de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide en ce qui concerne les Palestiniens dans la bande de Gaza. Le 26 janvier 2024, la CIJ a émis des mesures provisoires pour empêcher tout préjudice aux habitants de Gaza. Toutefois, il n'y a pas eu d'appel explicite à un arrêt immédiat de l'agression sioniste à grande échelle

dans la bande de Gaza. L'Afrique du Sud demande à la CIJ trois nouvelles mesures d'urgence en attendant qu'elle se prononce sur le fond de l'affaire, l'accusation selon laquelle l'entité sioniste viole la Convention des Nations unies sur le génocide de 1948. Premièrement, elle souhaite que la juridiction ordonne à l'entité sioniste de "retirer et de cesser immédiatement son offensive militaire" à Rafah. L'entité sioniste doit aussi prendre "toutes les mesures efficaces" pour permettre "un accès sans entrave" à Gaza aux travailleurs humanitaires, ainsi qu'aux journalistes et aux enquêteurs. Enfin, Pretoria demande à la CIJ de veiller à ce que l'entité sioniste fasse un rapport sur les mesures prises pour respecter les ordonnances. Dernièrement, la Turquie et l'Égypte ont annoncé leur soutien au procès intenté par l'Afrique du Sud contre l'entité sioniste devant la CIJ pour examiner les violations de ses obligations en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza.

M. R.

MORT EN MARTYR DU DR ADNAN AL BURSH

Une experte de l'ONU appelle à l'ouverture d'une enquête internationale

La mort en martyr d'un éminent chirurgien orthopédiste palestinien après près de quatre mois de détention dans une prison israélienne a suscité l'indignation d'une experte de l'ONU. Jeudi, cette dernière a appelé à l'ouverture d'une enquête internationale indépendante sur les circonstances de sa disparition. La rapporteuse spéciale sur le droit de toute personne à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible Tlaleng Mofokeng a déclaré "Je suis horrifiée par la nouvelle du décès du Dr Adnan Al Bursh alors qu'il était détenu par les forces d'occupation israéliennes". Le Dr Al Bursh, âgé de 50 ans, était à la tête du service d'orthopédie à l'hôpital Al-Shifa, dans la ville de Gaza. Il est décédé le 19 avril 2024 dans la prison d'Ofer, un centre de détention des forces israéliennes en Cisjordanie occupée, et son corps n'a pas encore été restitué par l'occupant. "Il a été arrêté alors qu'il remplissait son devoir envers les patients et les soignait, conformément au serment qu'il avait prêté en tant que médecin", a ajouté Mofokeng dans un communiqué. Avant son décès en martyr, le Dr Al Bursh aurait été battu en prison et son corps présentait des traces de torture, souligne la même source. "Je suis profondément attristée de continuer à recevoir des informations faisant état de médecins tués dans ce conflit", a conclu Mofokeng. Le ministère de la Santé à Gaza a signalé qu'au moins 493 agents de santé de l'enclave palestinienne sont tombés en martyrs depuis le 7 octobre dernier. Il s'agit notamment d'infirmières, d'ambulanciers paramédicaux, de médecins et d'autres membres du personnel médical, et de nombreux autres ont été blessés. L'Organisation mondiale de la santé a rapporté de son côté qu'au moins 214 agents de santé ont été arrêtés par les forces israéliennes alors qu'ils étaient en service. L'experte onusienne a appelé Israël à libérer immédiatement tous les professionnels de santé arbitrairement détenus, à mener des enquêtes urgentes, indépendantes et impartiales et à responsabiliser ceux qui les ont illégalement détenus et tués, précise le communiqué.

M. S.

CISJORDANIE OCCUPÉE

L'entité sioniste tue la jeunesse palestinienne

Un jeune palestinien est décédé, hier, des suites de blessures graves infligées par les forces d'occupation israéliennes lors d'une incursion militaire à Beït Furik, à l'est de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie, il y a quelques jours.

Les sources médicales de l'hôpital universitaire Najah de Naplouse ont confirmé le décès de Laith Nadeem Hanani, 20 ans, qui avait été touché et blessé par les forces israéliennes lors d'affrontements survenus à Beït Furik le 6 mai. Bien qu'il ait reçu des soins pour ses blessures graves, il n'a pas survécu. Par ailleurs, les forces d'occupation israéliennes ont tué, tard dans la nuit, un autre jeune Palestinien, Karim Rayeq Abdul-Raouf l'maïr, âgé de 23 ans, et ont blessé deux autres personnes, dont un enfant, lors d'affrontements survenus après l'incursion militaire dans les villes de Bal'a et Anabta, au nord-est et à l'est de Tulkarem. Jeudi dernier, les forces d'occupation ont également abattu trois autres jeunes Palestiniens de Tulkarem : Ayman Ahmed Mubarak, 26 ans, Hussam Imad Dabas, 22 ans, et Mohammed Youssef Nasrallah, 27 ans. Depuis le 7 octobre de l'année

précédente, près de 500 Palestiniens ont été tués et environ 4 900 autres blessés par les tirs de l'armée israélienne dans le territoire occupé, selon le ministère de la Santé.

LES COLONS FRAPPENT ENCORE À Z'ATARA

Des témoins ont rapporté qu'à proximité du barrage militaire de Za'tara, au sud de la ville de Naplouse, les colons ont de nouveau pris pour cible les véhicules des civils palestiniens. Selon ces témoins, des dizaines de colons ont lancé des pierres sur les véhicules, provoquant d'importants dégâts. Les actes de violence perpétrés par les colons israéliens à l'encontre des Palestiniens et de leurs biens sont monnaie courante en Cisjordanie, et ces agissements sont rarement sanctionnés par les autorités israéliennes. Ces attaques incluent des incendies criminels visant des biens et des mosquées, des jets de pierres, la destruction de cultures et d'oliviers, ainsi que des attaques contre des habitations vulnérables. En violation du droit international, entre 500 000 et 600 000 Israéliens résident dans des colonies exclusivement juives en Cisjordanie occu-

pée et à El-Qods-Est. Des organisations internationales ont constaté une forte augmentation de la violence perpétrée par les colons à l'encontre des civils palestiniens en Cisjordanie occupée ces dernières années.

L'AGONIE DES CHAUFFEURS DE CAMIONS À RAMALLAH

Des colons israéliens ont agressé jeudi soir un chauffeur de camion palestinien et incendié son véhicule à l'est de la ville de Ramallah, en Cisjordanie occupée, selon des sources locales. Plus en détail, des dizaines de colons de la colonie israélienne illégale de Kochav Ha'shachar, à l'est de Ramallah, ont intercepté un chauffeur de camion palestinien et l'ont attaqué avant de mettre le feu à son camion. Le conducteur a subi des blessures légères. Des sources médiatiques israéliennes ont prétendu que la foule de colons avait attaqué le chauffeur après avoir soupçonné qu'il transportait de l'aide humanitaire vers la bande de Gaza, en proie à la guerre et sous blocus. Des foules de colons ont bloqué et vandalisé plus de 26 camions mercredi, pensant qu'ils livraient une aide humanitaire désespérément

nécessaire à la population affamée de Gaza. Des vidéos de ces événements ont circulé sur les réseaux sociaux, montrant des colons israéliens renversant des boîtes de fournitures essentielles et incendiant au moins un camion. Pendant ce temps, alors que l'agression contre la bande de Gaza se poursuit, les forces d'occupation israéliennes et les gangs coloniaux ont intensifié leurs attaques contre les citoyens et leurs biens en Cisjordanie, y compris à El-Qods. Au cours des derniers jours, les colons ont multiplié leurs attaques à travers la Cisjordanie contre les Palestiniens sans défense, ciblant, à plusieurs reprises les camions se dirigeant vers Gaza et pillant un certain nombre d'entre eux.

TROIS PALESTINIENS BLESSÉS ET UN ARRÊTÉ

Les forces d'occupation israéliennes ont blessé jeudi soir et vendredi avant l'aube trois Palestiniens et en ont arrêté un autre dans différentes régions de la Cisjordanie occupée, selon des sources locales et sécuritaires. Ils ont déclaré que les soldats lourdement armés avaient ouvert le feu sur un Palestinien conduisant une moto à l'entrée du camp de

réfugiés de Jalazoun, au nord de Ramallah, le blessant au pied. Les militaires ont confisqué la moto de l'homme, dont l'état a été qualifié de modéré. Dans l'intervalle, des soldats israéliens ont ouvert le feu directement sur un Palestinien conduisant une moto à Qalqilya, dans le nord de la Cisjordanie, le blessant. Les militaires ont empêché les ambulanciers d'approcher les lieux. Aucune autre information sur le sort de l'homme n'était disponible. Entre-temps, les sources ont confirmé une incursion similaire dans les anciens et nouveaux camps de réfugiés d'Askar à Naplouse, où les soldats ont déclenché des tirs de barrage en direction de jeunes locaux, en blessant un par balle en acier recouverte de caoutchouc à la tête. Les soldats se sont présentés dans une maison de l'ancien camp de réfugiés d'Askar, se sont musclés à l'intérieur, ont procédé à une fouille approfondie et ont finalement arrêté le jeune, Ameer Al-Amir. Depuis le 7 octobre, près de 4 900 Palestiniens ont été blessés par les tirs de l'armée israélienne dans le territoire occupé, selon le ministère de la Santé.

M.Seghilani

BANDE DE GHAZA

Plus de 100 universitaires et chercheurs tués par les forces d'occupation

Plus de 100 universitaires et chercheurs sont tombés en martyrs depuis le début de la guerre sioniste contre la bande de Ghaza, d'après la liste publiée par le mouvement de résistance palestinien, Hamas.

Le bureau des médias du Hamas a déclaré "Nous condamnons fermement l'assassinat par l'occupant sioniste de scientifiques, d'universitaires, de professeurs d'université et de chercheurs, qui constituent un groupe prestigieux dans la société palestinienne de la bande de Ghaza". "Le message est clair. Leur objectif est d'éliminer complètement les scientifiques et les chercheurs", poursuit-il. Parmi les 104 noms inscrits sur la liste figure celui de Sofiane Tayeh, président de l'université islamique de Ghaza et chercheur de premier plan en physique et en mathématiques appliquées. Le nom du chirurgien et professeur de médecine, Adnane Ahmed Atiya Al-Bourch, est également mentionné. Selon le Club des prisonniers palestiniens, Adnane Al-Bourch, 50 ans, est mort en détention le 19 avril, après avoir été arrêté par l'armée sioniste avec d'autres médecins à l'hôpital Al-Awda du camp de Jabaliya, dans le nord de la bande de Ghaza, en décembre



A.P.

dernier". Le Mouvement de la résistance palestinienne Hamas a appelé "les pays libres du monde et toutes les organisations liées à l'éducation et à l'enseignement supérieur dans le monde à condamner ce crime historique et à faire pression sur l'occupation pour qu'elle mette fin à la guerre génocidaire". Le nombre de martyrs dans la bande de Ghaza s'est élevé à 35 272 et les blessés à 79 205 depuis le début de l'agression sioniste, le 7 octobre dernier.

LES JOURNALISTES SOUS LE FEU À GHAZA

Récemment, quatre journalistes, incluant une femme, ont perdu la vie dans une agression qualifiée de génocidaire. Parmi

eux figuraient Hayel Al-Najjar, rédacteur en chef du réseau de médias Al-Aqsa, Mahmoud Jah-jouh, photjournaliste pour le site Internet du Palestine Post, Moataz Mustafa Al-Ghafri, photjournaliste pour le site Internet Ard Canaan et la Société palestinienne des médias, ainsi qu'Amna Mahmoud Hamid, présentatrice et rédactrice pour plusieurs médias. Le nombre total de journalistes décédés dans cette tragédie s'est élevé à 147 depuis le début de l'agression israélienne contre la bande de Ghaza le 7 octobre dernier. Des institutions palestiniennes et internationales avaient déjà alerté sur le ciblage des équipes de presse par l'armée israélienne dans la bande de Ghaza. Israël est actuellement

sous le coup d'accusations de "génocide" devant la Cour internationale de Justice, qui a émis un ordre enjoignant à l'État israélien de veiller à ce que ses forces n'engagent pas d'actes génocidaires et de prendre des mesures pour garantir l'acheminement de l'aide humanitaire aux civils de Ghaza.

EN QUÊTE DÉSESPÉRÉE D'ABRIS

Au cours des dix derniers jours, l'ONU a signalé le déplacement forcé de plus de 700 000 Palestiniens dans la bande de Ghaza, touchée par une agression qualifiée de génocidaire menée par les forces d'occupation israéliennes depuis le 7 octobre dernier. Dans un message diffusé sur son compte officiel, l'ONU a souligné que plus de 600 000 Palestiniens ont été contraints de quitter le sud de Ghaza et plus de 100 000 autres du nord, comprenant des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, suite aux attaques des forces israéliennes et aux ordres d'évacuation. Le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme pour la Palestine a exhorté les forces israéliennes à cesser de mettre en danger les personnes déplacées et à répondre autant que possible à leurs besoins essentiels, ainsi qu'à faciliter l'entrée et la distribution de l'aide humanitaire. Des offensives terrestres ont été lancées le 7 mai par l'armée israélienne à l'est de Rafah, une zone où les Palestiniens déplacés avaient trouvé refuge. Depuis le 10 mai, les attaques terrestres israéliennes se sont étendues dans le nord de Ghaza, notamment dans la région de Jabalia.

M. Seghilani

CETTE ACTION D'ENVERGURE EUROPÉENNE EST PRÉVUE DEMAIN « Marchons pour Ghaza à Bruxelles ! »

Des associations belges, solidaires de la résistance du peuple palestinien, ont lancé un appel pour une "marche européenne" prévue dimanche à Bruxelles.

L'objectif de cette marche est d'exiger de l'Union européenne (UE) et de ses États membres l'imposition de sanctions économiques, diplomatiques et militaires à l'encontre de l'entité sioniste. Cette dernière est accusée de génocide et de nettoyage ethnique à Ghaza. L'appel, signé par une centaine d'associations belges, appelle à se rassembler pour la marche européenne le 19 mai à 13h30 à la Gare du Nord à Bruxelles. Il demande à l'Europe et à ses États membres d'imposer un embargo militaire international complet et, au niveau européen, d'activer l'article numéro 2 relatif au respect des droits humains dans l'accord d'association entre l'UE et l'entité sioniste. Les signataires exigent également de l'UE de soutenir pleinement les enquêtes en cours de la Cour pénale internationale (CPI) et d'encourager son procureur à faire de la poursuite des auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crime d'apartheid une priorité absolue. Ils appellent également l'UE à soutenir pleinement la procédure contre l'entité sioniste introduite par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice (CIJ). Les associations belges demandent à l'UE de mettre fin à toute complicité avec l'apartheid imposé au peuple palestinien en renforçant leur appui politique et budgétaire au bon fonctionnement et à l'actualisation de la base de données de l'ONU relative aux entreprises impliquées dans la colonisation. Elles soulignent que ce qui se passe aujourd'hui à Ghaza est la continuation de la Nakba de 1948 et des violations du droit international par l'entité sioniste. Elles plaident pour une action urgente de la communauté internationale pour mettre fin à l'injustice qui perdure et pour assurer la protection des populations civiles, la libération des personnes captives et un accès à l'aide internationale pour les Palestiniens de Ghaza en urgence humanitaire absolue.

L'AFPS EXIGE L'ACTION DE LA FRANCE ET DE L'UE

L'Association France Palestine Solidarité (AFPS) a exprimé, jeudi, un appel vigoureux à la France et à l'Union européenne (UE) pour qu'elles soutiennent pleinement les démarches entreprises par l'Afrique du Sud devant les plus hautes instances internationales, notamment en vue d'une enquête de la Cour pénale internationale visant à mettre un terme au génocide à Ghaza. L'AFPS plaide également en faveur de l'imposition d'un embargo diplomatique et économique contre l'entité sioniste. Dans un communiqué, l'AFPS souligne que la France et l'UE devraient appuyer les enquêtes en cours de la CPI ainsi que la procédure engagée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice, considérant ces actions comme essentielles pour mettre fin aux violations des droits humains perpétrées contre le peuple palestinien. L'association estime qu'il est temps pour les États de prendre des mesures concrètes pour mettre fin à l'impunité dont jouit l'entité sioniste depuis plusieurs décennies. Elle propose notamment la suspension de l'accord d'association entre l'UE et l'entité sioniste, l'arrêt de toute coopération sécuritaire et militaire, ainsi qu'un embargo diplomatique et économique. L'AFPS insiste sur la nécessité de mettre fin à l'oppression, à la colonisation, à l'occupation et à l'apartheid, plaçant pour l'égalité des droits, le droit au retour des réfugiés palestiniens et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Elle rappelle que depuis 76 ans, le peuple palestinien subit les conséquences de la Nakba, marquée par des décennies de violations du droit international et de répression. Selon l'AFPS, la situation s'aggrave encore aujourd'hui, notamment avec le génocide en cours à Ghaza. L'association dénonce également l'accélération de la colonisation, de la répression et du nettoyage ethnique à Jérusalem-Est. Enfin, elle appelle les Français à manifester leur solidarité avec la résistance du peuple palestinien lors d'un rassemblement prévu samedi à 14 heures, place de la République à Paris, ainsi que dans d'autres villes de France.

M. S.

31 MORTS DANS 4 NOUVEAUX MASSACRES EN 24 HEURES

Le carnage de Ghaza se poursuit

Au moins quatre Palestiniens sont tombés en martyrs hier et plusieurs autres ont été blessés lors d'une attaque aérienne israélienne sur l'école Al-Jaouni, servant de refuge pour les déplacés dans le camp de Nuseirat, au centre de la bande de Ghaza.

Les forces israéliennes ont également mené quatre massacres contre des familles dans la bande de Ghaza, faisant au moins 31 morts et 56 blessés au cours des dernières 24 heures. Des rapports locaux ont révélé que les avions israéliens ont ciblé une maison dans le camp de Shati', à l'ouest de la ville de Ghaza, en plus de mener des raids dans le centre-ville. Plus tôt, un jeune palestinien a été tué et deux autres blessés dans un bombardement près du rond-point d'Al-Awda, au centre de Rafah, dans le sud de l'enclave palestinienne. Des tirs d'artillerie ont également touché l'est de la ville. Des civils ont subi des blessures lors des frappes aériennes violentes sur le camp de Jabaliya. Parallèlement, l'artillerie israélienne a visé diverses zones du nord de la bande de Ghaza, tandis que les troupes ont pris pour cible des quartiers résidentiels dans le camp de Jabaliya. Des sources médicales ont indiqué que neuf corps de martyrs sont arrivés à l'hôpital européen de Ghaza, près de Khan Younés. Dans le même laps de temps, au moins deux Palestiniens ont été tués lors d'une frappe aérienne israélienne ciblant un rassemblement de civils. Des frappes aériennes ont également touché la région d'Assqoula à Ghaza. L'aviation israélienne a frappé une maison près de l'hôpital du Koweït à Rafah, ainsi qu'une autre dans le quartier d'Al-Jeneina à Rafah. Le bilan de la guerre israélienne s'est alourdi, totalisant 35 303 morts, principalement des enfants et des femmes, et 79 261 blessés

depuis le 7 octobre 2023.

PLUS DE 630 000 PALESTINIENS ONT FUI RAFAH

L'UNRWA a rapporté hier que les actions militaires israéliennes à Rafah ont forcé un nombre supplémentaire de 30 000 personnes à fuir. Selon un communiqué de l'UNRWA, la population de Ghaza reste toujours déplacée de force, avec plus de 630 000 personnes ayant été contraintes de quitter la région depuis le début de l'offensive militaire à Rafah le 6 mai.

Cette migration massive a eu un impact significatif à Deir al-Balah, au centre de la bande de Ghaza, où de nombreux déplacés ont cherché refuge. L'UNRWA a qualifié la situation de "surpopulation insupportable et de conditions désastreuses" dans cette région. Le 6 mai, l'armée israélienne a lancé une opération militaire à Rafah, occupant le côté palestinien du passage, malgré les avertissements régionaux et internationaux sur les conséquences. Près de 1,4 million de personnes étaient déjà déplacés dans la ville, ayant été précédemment forcées de quitter par l'occupation israélienne, qui affirmait qu'elle était "sûre" avant de lancer une attaque terrestre et des frappes aériennes intensives, causant des centaines de morts et de blessés.

Dans un contexte similaire, les Nations unies ont mis en garde contre une interruption complète des opérations de secours dans la bande de Ghaza dans les prochains jours si le carburant ne parvient pas à entrer dans l'enclave palestinienne. Ils ont souligné un "besoin urgent maintenant" d'ouvrir les postes frontières menant à Ghaza et d'augmenter le flux d'aide humanitaire à grande échelle vers la région. La porte-parole de

l'OCHA à Ghaza, Olga Cherevko, a déclaré que la situation humanitaire dans la région "reste catastrophique et s'aggrave de jour en jour". Elle a noté que les équipes de l'OCHA ont constaté un changement radical dans les rues de Rafah après le départ des habitants. "Les zones qui étaient autrefois bondées de monde et de tentes de réfugiés sont maintenant complètement vides", a-t-elle expliqué. Les forces israéliennes continuent de fermer le poste frontière de Rafah et le poste commercial de Karm Abu Salem dans le sud de Ghaza. Ces derniers jours, les autorités israéliennes ont occupé le côté palestinien du poste frontière de Rafah et ont interrompu le flux d'aide vers Ghaza. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé Israël à rouvrir immédiatement ces points de passage pour permettre l'entrée d'aide humanitaire dans la bande de Ghaza.

LE LOURD TRIBUT DES ENFANTS

La Société du Croissant-Rouge palestinien a annoncé jeudi qu'au moins 15 000 enfants ont perdu la vie depuis le début de l'agression israélienne contre la bande de Ghaza le 7 octobre dernier. À travers son compte sur la plateforme "X", l'Association a précisé que la guerre génocidaire en cours depuis plus de sept mois à Ghaza a entraîné la mort de "15 103 enfants palestiniens". Depuis le 7 octobre 2023, Israël mène une offensive dévastatrice contre Ghaza, qui a fait environ 114 000 morts et blessés, la majorité étant des enfants et des femmes, avec environ 10 000 personnes portées disparues, dans un contexte de destruction massive et de famine ayant entraîné la perte de vies, y compris celles d'enfants et de personnes âgées.

M. Seghilani

L'ONU SUR SON APPEL DE L'AIDE HUMANITAIRE POUR LE SOUDAN

« Il est catastrophiquement sous financé »

Environ 9 millions de personnes ont été contraintes de se déplacer vers d'autres régions soudanaises ou vers les pays voisins, a déclaré la représentante résidente et coordonnatrice humanitaire des Nations Unies au Soudan, Clémentine Nkweta-Salami.

Nkweta-Salami, a déclaré qu'après plus d'un an de conflit, "le peuple soudanais est pris dans le feu de la brutalité", tandis que la faim, les maladies "augmentent de plus en plus". Environ 9 millions de personnes ont été forcées de se déplacer vers d'autres régions du Soudan ou vers les pays voisins, ajoute la même source. Donnant des informations aux journalistes sur la situation à El-Fasher, située dans la capitale du Nord Darfour, Mme. Nkweta-Salami a déclaré : "Les combats qui ont eu lieu ce week-end auraient fait des dizaines de victimes civiles. De nombreuses personnes ont été contraintes de fuir leurs maisons. Beaucoup ont cherché refuge dans la partie sud de la ville". Si les parties impliquées dans ce conflit "ne reculent pas, cela aura des conséquences dévastatrices pour les 800 000 civils d'El-Fasher", a-t-elle averti. Nkweta-Salami a déclaré que "plus de dix camions transportant de la nourriture, des produits nutritionnels et d'autres fournitures essentielles pour plus de 120 000 personnes tentent d'atteindre la ville depuis maintenant plusieurs semaines". Quant à Khartoum, dit-elle, elle est "détruite" et "il ne reste plus rien. De terribles atrocités sont commises en toute impunité. Les informations faisant état de viols, de tortures et de violences à caractère ethnique se multiplient. Les attaques aveugles tuent des civils, notamment de jeunes enfants. Le Soudan connaît actuellement la pire crise humanitaire au monde". L'appel à l'aide humanitaire de



l'ONU pour secourir le Soudan en proie à un conflit et qui s'enfonce dans la crise est "catastrophiquement sous financé", à hauteur de seulement 12%, a dénoncé, hier, l'ONU. L'institution onusienne et les autres partenaires humanitaires ont besoin de 2,7 milliards de dollars cette année, pour venir en aide notamment à quelque 15 millions de personnes qui ont urgemment besoin d'aide, a expliqué Jens Laerke, porte-parole du Bureau des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) à Genève. "La famine se rapproche. Les maladies se rapprochent. Les combats se rapprochent des civils, en particulier au Darfour", a déclaré M. Laerke, lors du point de presse régulier de l'ONU à Genève, rappelant que globalement 25 millions de personnes, soit la moitié de la population du Soudan, ont besoin d'assistance. "Il ne s'agit pas simplement d'un appel sous financé, c'est un appel catastrophiquement sous financé", a-t-il souligné. "Sans l'arrivée rapide de ressources supplémentaires, les organisations humanitaires ne seront pas en mesure d'intensifier leurs efforts à temps pour conjurer la famine et prévenir davantage de privations", a-t-il

mis en garde. Le Soudan est en proie depuis plus d'un an à un conflit entre l'armée, dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane, et les Forces de soutien rapide (FSR) de son ex-adjoint devenu rival, le général Mohamed Hamdane Daglo. Depuis plusieurs semaines, la communauté internationale met en garde contre un carnage imminent à el-Fasher, dernière grande ville du Darfour à ne pas être aux mains des FSR et qui était jusqu'alors relativement épargnée. Dans un entretien téléphonique mardi avec les deux parties au conflit, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, "les a exhortés tous deux à agir immédiatement --et publiquement-- pour désamorcer la situation", a indiqué sa porte-parole Ravina Shamdasani, lors du point de presse. Le Haut-Commissaire, qui a appelé les deux hommes séparément, tentait depuis le mois d'août de l'année dernière de leur parler directement, a précisé Mme Shamdasani. Il a fait "état de sa profonde détresse" auprès d'eux et demandé le respect du droit international ainsi qu'un cessez-le feu.

R. I.

DÉPLOIEMENT DE POLICIERS KENYANS EN HAÏTI

Des acteurs politiques s'y opposent et lancent une action en justice

Un parti d'opposition a déposé un recours devant un tribunal de Nairobi, pour contester le déploiement imminent de policiers kenyans en Haïti dans le cadre d'une mission multinationale dans ce pays en proie à la violence des gangs. Les dirigeants du parti d'opposition "Alliance troisième voie" ("Thirdway alliance"), Ekuru Aukot et Miruru Waweru, invoquent un "outrage au tribunal", affirmant que le gouvernement va mener cette opération malgré une décision de justice du 26 janvier dernier, la jugeant "inconstitutionnelle, illégale et invalide".

"Les requérants sont informés de manière fiable que le déploiement peut être effectué à tout moment à partir de maintenant, mais au plus tard le 23 mai 2024, d'où l'urgence de cette requête", soulignent-ils dans leur recours.

Une source gouvernementale haïtienne avait indiqué début mai qu'un premier contingent de 200 policiers

kenyans devait arriver le 23 mai. Le gouvernement kényan reste silencieux sur le sujet mais une source au ministère de l'Intérieur a indiqué que de premiers policiers "doivent arriver là-bas (en Haïti) en début de semaine prochaine". Haïti est dirigé par un conseil

de transition, officiellement investi en avril, après la démission du Premier ministre Ariel Henry avec qui le président kényan William Ruto avait signé un accord pour l'envoi de policiers. A la tête de cette mission multinationale soutenue par l'ONU, le Kenya s'est

dit prêt à envoyer jusqu'à un millier de policiers. D'autres pays doivent également contribuer à cette force (Béni, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Tchad...). Pays pauvre des Caraïbes, Haïti pâtit depuis des dizaines d'années d'une instabilité politique chronique.

POUR DÉNONCER LES VIOLATIONS DE L'OCCUPANT MAROCAIN

Un détenu politique sahraoui entame une grève de la faim

Le prisonnier politique sahraoui et membre du groupe Gdeim Izik, Abdallah El Ouali Lakhfaoui, en détention arbitraire depuis plus d'une décennie, a entamé jeudi une grève de la faim de 48 heures pour dénoncer les abus de l'occupant marocain et protester contre la privation des soins médicaux dont il est victime. Selon la famille du prisonnier politique sahraoui, citée par la Ligue pour la protection des prisonniers politiques sahraouis, Abdallah El Ouali Lakhfaoui avait exigé que les autorités pénitentiaires marocaines expliquent les raisons qui les ont amenées à annuler son transfert à l'hôpital pour y subir des examens médicaux sur son genou, tels qu'ils sont consignés dans le dossier médical du 25 février 2023. Toutefois, affirme la famille, depuis cette date, "les autorités pénitentiaires n'ont jamais pris de mesures pour que le prisonnier politique sahraoui puisse bénéficier des traitements médicaux dont il avait besoin", et lors de la consultation du médecin de la prison, ce dernier a indiqué qu'"il n'avait pas la pleine autorité pour approuver" son transfert. Ce qui démontre, ajoute la même source, "la négligence médicale intentionnelle à laquelle El Ouali Lakhfaoui est soumis". A noter que le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a exhorté, fin novembre 2023, le Maroc à libérer immédiatement les prisonniers politiques sahraouis du groupe Gdeim Izik et à leur accorder une indemnisation conformément au droit international.

R.I.

ELU AVEC 61% DE VOIX

Mahamat Idriss Déby Itno officiellement président du Tchad

Le général Mahamat Idriss Déby Itno a été élu président du Tchad avec 61% des voix le 6 mai, selon les résultats définitifs proclamés jeudi par le Conseil constitutionnel. La requête en annulation du scrutin déposée par son Premier ministre et rival à l'élection, Succès Masra, qui avait revendiqué la victoire il y a une semaine et dont le parti avait qualifié le scrutin de "mascarade", a été rejetée par la juridiction suprême. M. Masra, 40 ans comme M. Déby dont il était l'un des plus farouches opposants avant de devenir le chef de son gouvernement il y a quatre mois, est arrivé en deuxième position avec 18,54% des suffrages exprimés, a annoncé le président du Conseil constitutionnel Jean-Bernard Padaré. Albert Pahimi Padacké, un ancien Premier ministre, a recueilli, lui, 16,93% des voix.

POUR MAXIMISER LES ABONDANTES RESSOURCES GAZIÈRES

Le Nigeria inaugure trois projets gaziers

Trois projets gaziers ont été inaugurés au Nigeria dans le cadre d'une initiative visant à soutenir le secteur énergétique dans ce pays. Il s'agit de l'usine de traitement de gaz AHL agrandie, d'une usine de traitement de gaz ANOH et d'un gazoduc de 23,3 km de l'ANOH à Obiafu-Obrikom-Oben, tous situés dans le sud-est du pays, inaugurés par le président nigérian, Bola Tinubu. Ceci représente une augmentation de 25% de l'approvisionnement en gaz, destiné à alimenter divers secteurs, notamment la production d'électricité et les industries dépendantes du gaz, a noté M. Tinubu. Tout en s'engageant à continuer de favoriser un environnement propice aux investisseurs dans le secteur de l'énergie, il a souligné l'importance de ces projets dans le cadre de l'initiative gouvernementale "Décennie du gaz", qui vise à maximiser les abondantes ressources gazières du Nigeria, à réduire le torchage du gaz et à catalyser l'industrialisation. R.I

CENTRAFRIQUE

Six civils tués et un blessé par des hommes armés dans le nord-ouest du pays

Six civils ont été tués et un autre blessé par des hommes armés non identifiés dans le nord de la République centrafricaine (RCA), ont indiqué des sources locales. Des hommes armés « non identifiés ont tué six personnes et en ont blessé une autre lors de leur passage à Kamba Kota », un village dans la préfecture de l'Ouhang, dans le nord-ouest du pays, ont confirmé plusieurs sources locales, citées par des médias locaux. Le députée de la région, Carmen Ducasse Ndotiga, cité par des médias, a condamné cette tuerie et a appelé les autorités nationales à déployer les forces de défense pour protéger les populations. "La population civile de Kamba Kota a été surprise de cette attaque. Des hommes armés non identifiés de leur passage au village ont tiré sur la paisible population sans défense", a déploré la députée. R.I

TIZI OUZOU. UNIVERSITÉ MOULOUD MAMMERI

Signature de trois conventions pour soutenir l'innovation et valoriser la recherche

Trois conventions de partenariat visant à soutenir l'innovation et valoriser la recherche, ont été signées, mercredi, entre l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) et trois établissements et organismes relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Ces conventions ont été signées entre l'UMMTO et l'université Constantine III "Salah Boubnider", pour la première, l'incubateur numérique (lancé fin mars dernier) pour la deuxième, alors que la troisième a été paraphée avec l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET). Dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie de signature qui s'est déroulée au rectorat de l'université de Tizi-Ouzou, en présence du président de la Commission nationale de coordination et de suivi



de l'innovation et des incubateurs universitaires, Ahmed Mir, le recteur de l'UMMTO, Pr. Ahmed Bouda, a souligné que ces conventions rentrent dans le cadre de l'ouverture de l'université sur son environnement socioéconomique et de la mobilité entre les universités algériennes. Pr. Bouda a indiqué que la convention signée avec l'incubateur numérique national représenté par son directeur, Ferhat Hmida porte sur l'échange d'expérience et vise à faire bénéficier les formateurs et étudiants porteurs d'idées inscrit à l'incubateur de l'UMMTO de formations. M. Mir, présent à la cérémonie en qualité de représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a expliqué que ce partenariat vise à faciliter l'inscription des étudiants porteurs de projets innovants de l'UMMTO à l'incubateur numérique. Celui-ci leur offrira la possibilité de bénéficier d'un accompagnement à distance pour concrétiser leurs projets. La convention signée avec l'université de Constantine III, le recteur de cette dernière, Pr. Chabane Baitiche, et son homologue, Pr. Bouda, ont indiqué qu'elle vise à encourager la mobilité des

étudiants et des enseignants chercheurs entre les deux universités, la mutualisation des moyens et l'organisation, en commun, de manifestations scientifiques. La convention avec l'ANVREDET, a pour objectif de donner plus de visibilité aux travaux de recherche de l'université de Tizi-Ouzou dans le monde économique, a fait savoir Rabah Fraga, représentant de cette Agence. "Ce partenariat a pour finalité de valoriser les travaux de recherche en prospectant sur le marché des entreprises qui ont besoin de ces travaux afin de se développer (...)" "Le but de cette démarche étant d'assurer un transfert de technologies entre l'université et le monde économique", a-t-il dit. A Noter, qu'après la cérémonie de signature des trois conventions, une session de formation au profit des étudiants adhérents aux mécanismes "un diplôme...une startup" ou "un diplôme...un brevet" prévus dans l'arrêté ministériel n 1275 du 27 septembre 2022, et portant sur deux thématiques principales qui sont "l'élaboration d'un plan d'entreprise" et "les mécanismes de financement disponibles mis en place par l'Etat" a été organisée à l'UMMTO.

CHLEF. CULTURE DE L'ARGANIER

Premières expériences prometteuses

Les premières expériences de culture de l'arganier à Chlef " sont prometteuses" en raison de l'adaptation de cet arbre au micro climat de la wilaya, ce qui a encouragé les agriculteurs à développer sa culture et intégrer cette filière aux dimensions agro-économique et industrielle, a assuré un investisseur du domaine. " Les premiers résultats de cette culture sont prometteurs, au vu de la floraison des arbres et du début de fructification, en attendant la récolte prévue entre les mois de juillet et août prochain", a indiqué à l'APS, Benhalima Salaouatchi, qui a lancé la première expérience pilote de plantation de l'arganier dans la région d' "Echott", relevant de la commune d'El Karimia, au sud de Chlef.

Il a ajouté que " l'arganier est un arbre endémique du sud du pays, qui s'est parfaitement acclimaté

au micro climat de la wilaya et aux différents sols où il a été planté ", soulignant que son exploitation agricole " s'attelle actuellement à la production et à la multiplication des plants d'arganier en vue de leur distribution aux agriculteurs intéressés".

A noter que les premières expériences de plantation de l'arganier à Chlef ont été lancées entre 2010 et 2016 par la Conservation locale des forêts, qui a procédé à la mise en terre de 60 plants d'arganiers au niveau d'un nombre d'exploitations agricoles, avant le lancement d'une expérience pilote dans la région d' "Echott" à El Karimia, où un investisseur privé a planté 200 arganiers, selon la conservation des forêts de la wilaya. L'irrigation de cette culture est assurée par deux techniques. La première en exploitant les

eaux des bassins d'élevage de poissons réalisés dans le cadre de la pisciculture intégrée à l'agriculture, une technique naturelle et exempte de produits chimiques. La seconde méthode est plus moderne, et s'appuie sur des bacs d'irrigation économiseurs d'eau et qui protègent les plants contre les fléaux agricoles. Les bons résultats des premières expériences de cette filière agricole stratégique à Chlef, ont encouragé de nombreux agriculteurs à planter l'arganier, notamment à El Karimia et le long de la bande littoral nord, tandis que d'autres suivent des formations dans le domaine afin de se lancer dans cette culture et la développer. De son côté, la conservation des forêts de la wilaya œuvre et assure un accompagnement technique aux investissements et un suivi du niveau d'acclimatation de l'arbre.

SÉTIF. SANTÉ

Formation pratique pour 19 étudiantes sages-femmes

Dix-neuf étudiantes sages-femmes de la wilaya d'Adrar suivent depuis mercredi une formation pratique d'un mois dans leur domaine de spécialité au niveau de l'hôpital mère et enfants d'El Bez à Sétif, a-t-on appris mercredi de la direction locale de la santé. Cette formation pratique au profit de ces étudiantes dans la spécialité de sage-femme de santé publique de l'Institut national de formation supérieure paramédicale d'Adrar "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du ministère de tutelle et de la convention signée entre la direction de formation de ce ministère et plusieurs instituts nationaux de formation supérieure paramédicale des wilayas du pays pour assurer les stages pratiques pour les étudiantes de cette spécialité", a indiqué à l'APS la cheffe du bureau d'information et de communication de la direction, Rima Boussoir. Ces étudiantes bénéficieront de stages dans leur spécialité à travers les services et unités de l'hôpital mère et enfants d'El Bez dont le service des urgences, la salle d'accouchement, les unités de grossesse à haut risque et postnatales et l'unité de gynécologie, selon la même source. La source a précisé que cette formation permettra aux bénéficiaires d'acquérir de l'expérience pour exercer leur profession dans les hôpitaux du Sud du pays et assurer des soins de qualité aux femmes enceintes des localités reculées des wilayas du Sud. Une cérémonie d'accueil a été organisée en l'honneur de ces étudiantes à l'institut national de formation supérieure paramédicale de Sétif en présence du directeur de wilaya de la santé, Ali Benkamela, des cadres du secteur et du staff d'encadrement de la formation, a ajouté Rima Boussoir.

EL-TARF. ADE

Plus de 23.000 m3 d'eau récupérés

Un volume total de 23.250 m3 d'eau a été récupéré, à El Tarf, dans le cadre d'une campagne de réparation des fuites qui affectaient le réseau de distribution dans cette wilaya, a indiqué, mercredi, le directeur de l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE), Raouf Khoualdia. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce volume du précieux liquide, qui se déperdait en se déversant sur les chaussées, a été récupéré à la suite de la réparation, entre les 5 et 14 mai, de 636 points de fuite. Selon M. Khoualdia, la campagne de réparation des fuites, à laquelle ont participé les unités de l'ADE de 16 wilayas du pays, a également permis d'éliminer les raccordements illicites et de mettre en place des compteurs pour mesurer la consommation des ménages. Cette campagne a également permis de mettre au jour 399 branchements illicites, de récupérer 10.950 m3 d'eau, et d'installer 1.000 compteurs pour en finir avec la facturation forfaitaire, a également indiqué le même responsable, précisant que les compteurs ont été mis en place dans les communes d'El Tarf (300 compteurs), d'El Kala (300), d'Echatt (300) et de Boutheldja (100). Le directeur de l'unité ADE d'El Tarf a affirmé que l'opération d'élimination des fuites, résultat de 2.035 interventions, était "dans une large mesure une réussite", ce qui a permis, selon lui, de "préserver la ressource, de mettre un terme à la facturation arbitraire et d'améliorer le service public de l'eau". En plus des ressources humaines et des équipements nécessaires mobilisés pour intervenir et réparer les fuites, l'ADE a utilisé des équipements modernes, 4 dispositifs de géo-radar en l'occurrence, pour détecter les raccordements illicites.

L'incubateur de l'université labellisé

L'incubateur de l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) a obtenu le label "incubateur des startup et micro-entreprise", a-t-on appris, mercredi, auprès du rectorat de cet établissement de l'enseignement supérieur. Le Recteur, Pr Ahmed Bouda, a indiqué à l'APS que l'obtention par l'incubateur de ce label, attribué par le ministère de l'Economie de la connaissance, des start-ups et des Micro-entreprises, est une "reconnaissance" des efforts fournis par ses équipes, pour promouvoir l'entrepreneuriat en milieu étudiant. Pr. Bouda a ajouté que ce label témoigne que les efforts fournis pour le développement de l'esprit entrepreneurial parmi les étudiants, la promotion des idées innovantes et la création de startup sont "de grande qualité". En plus de cette reconnaissance, "ce label est aussi synonyme de mobilisation de plus de budget et de moyens au profit de l'incubateur de l'UMMTO, et cela est prometteur pour l'avenir", a ajouté le recteur qui a indiqué qu'il "croit fermement que dans quelques années, et grâce à tous les efforts fournis aujourd'hui, l'UMMTO va contribuer au développement économique local et même national". De son côté, le président de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, Ahmed Mir, présent à Tizi-Ouzou pour représenter le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à une cérémonie de signature de trois conventions entre l'UMMTO et des établissements et organismes relevant de ce département ministériel, a indiqué que ce label est une reconnaissance du travail sérieux au sein de l'incubateur. "Ce label prouve que l'incubateur de l'université de Tizi-Ouzou travaille sérieusement et dispose d'un plan et d'un programme opérationnel et a formé de nombreux étudiants porteurs de projet labellisés", a-t-il dit, soulignant que sur 109 incubateurs universitaires à l'échelle nationale, 41, dont celui de l'UMMTO, ont obtenu le label.

LE CONTROVERSÉ ARBITRE GABONAIS
DÉSIGNÉ POUR LE MATCH ALGÉRIE-GUINÉE**La CAF règle
ses comptes
avec la FAF**

Visiblement, la FAF n'est pas au bout de ses peines avec la CAF. Cette dernière vient de désigner un arbitre qui avait fait mal aux Verts lors de la précédente CAN, pour leur prochain match contre la Guinée dans le cadre de la 3e journée des éliminatoires du Mondial-2026.

On fait allusion au Gabonais Pierre-Ghislain Atcho, qui donne déjà des soucis pour la première instance footballistique nationale, d'où son empressement à saisir son homologue continentale pour le récuser.

Du côté de la FAF, on estime que ce referee était pour beaucoup dans l'élimination amère de la dernière CAN dès le premier tour. On l'avait d'ailleurs fustigée d'avoir fermé les yeux sur des fautes limpidées au profit des camarades de Mahrez lors du match face au Burkina Faso.

Au cours de cette rencontre, comptant pour la deuxième journée de la CAN, disputée le 21 janvier dernier à Bouaké et soldée par un nul, l'arbitre gabonais était dans la chambre de la VAR. Il n'a à aucun moment bronché devant les contestations des joueurs algériens auprès de l'arbitre principal.

A l'issue de cette partie, la FAF avait introduit une réclamation officielle contre le Gabonais Atcho Pierre Ghislain. «La FAF a accompagné cette réclamation officielle par des photos et vidéos, à la suite des situations de penalties évidents. La VAR n'a pas branché. L'ensemble des situa-



PH: DR

tions litigieuses ont été transmises au secrétaire général de la Confédération africaine de football (CAF) Véron Monsengo-Omba qui s'est montré étonné», avait expliqué, à l'époque, Sadi, imité en conférence de presse d'après-match par l'ex-sélectionneur national Djamel Belmadi. «Il y avait une main évidente en pleine surface, c'était un penalty flagrant, je me permets de le signaler», avait-il indiqué.

Cela n'a pas empêché Atcho de poursuivre l'aventure dans cette campagne continentale avant qu'il ne soit grillé en arbitrant un chaud bouillant Sénégal-Côte d'Ivoire où il a commis des erreurs qui lui ont valu une réclamation de la Fédération sénégalaise de football. L'action de cette dernière a mené à la suspension de l'arbitre en question pour le reste de la compétition.

Mais ce controversé referee gabonais est vite revenu sur scène, puisqu'il est désigné d'une manière régulière par la

CAF, il avait même été désigné à la tête du staff de la VAR du match des quarts de finale de la coupe de la Confédération disputé au 5-Juillet entre l'USMA et Rivers United du Nigeria. Mais il n'a pas pu le faire à cause de l'absence du matériel nécessaire, bloqué jusqu'au jour du match au niveau du port d'Oran.

Atcho n'a donc pas officié le 7 avril dernier, mais la CAF a tenu à le remettre sur scène comme arbitre directeur le 6 juin à l'occasion de la rencontre contre la Guinée, dont l'enjeu est de taille, d'où les craintes que suscitent cette désignation.

Reste à savoir si la FAF parvient cette fois-ci à changer d'avis à la CAF, qui semble s'en vouloir à l'instance fédérale algérienne pour l'avoir contesté auprès du TAS dans l'affaire du match USM Alger-RS Berkane. On se demande si la CAF n'était pas en train de régler ses comptes avec le football algérien.

Hakim S.

APRÈS L'ANNONCE OFFICIELLE DE SON DÉPART D'AL-SADD

**Une offre de 6 millions d'euros par an
pour Bounedjah**

Le club qatari d'Al-Sadd a fait ses adieux à son attaquant algérien, Baghdad Bounedjah (32 ans), qui va désormais quitter l'équipe à la fin de la saison footballistique en cours, a annoncé la formation en question dans un communiqué officiel.

Le club a écrit dans son message: «Dans votre carrière avec Al-Zaeem, vous avez créé un exploit et parfois un miracle. Vous avez été le meilleur représentant du joueur arabe et le meilleur ambassadeur de l'Algérie bien-aimée. Tous ceux qui étaient dans les vestiaires vous ont aimé. Merci pour chaque moment de joie que vous nous avez procuré, pour chaque sourire. Vous resterez une partie importante de l'histoire du club pour tous».

De son côté, le buteur de l'équipe nationale a répondu par un message d'adieu dans lequel il a écrit: «À tous les joueurs d'Al-Sadd, je vous remercie pour votre soutien



tout au long de ma carrière au Club. Il s'agissait de l'étape la plus importante de ma carrière professionnelle, que j'ai passée avec vous et j'ai fait tout ce que j'ai pu pour vous rendre heureux. Mes frères joueurs et moi avons encore deux étapes que j'espère franchir avec succès en soulevant la Coupe du Prince».

Et d'enchaîner: «Merci au

club Al-Sadd et à tous les entraîneurs et joueurs que j'ai côtoyés au cours de ces neuf années. Ils m'ont soutenu et m'ont aidé à atteindre le niveau qui m'a rendu heureux... Merci à tous. Nous vous reverrons lors des demi-finales. Vous resterez, et Al-Sadd toujours dans mon cœur».

Selon certaines informa-

tions, l'enfant d'Oran serait sur le point de rejoindre le championnat saoudien la saison prochaine, plus précisément le club d'Al-Shabab, d'autant plus qu'il a reçu une offre alléchante, puisqu'il devrait percevoir un salaire annuel estimé à six millions d'euros.

Bounedjah, qui a marqué 203 buts et délivré 60 passes décisives en 229 matches, selon le site Transfermarkt, et après avoir remporté le titre du championnat qatari cette saison, est devenu le joueur algérien le plus titré, avec 18 titres aussi bien en clubs qu'en sélection.

Il avait gagné trois titres avec l'ES Sahel de Tunisie, dont une coupe de la CAF, et remporté une coupe d'Afrique des nations et une autre arabe avec la sélection algérienne, ainsi que 13 différents trophées avec Al-Sadd depuis qu'il avait rejoint en 2016, soit depuis près de neuf années.

H. S.

TOUR D'ALGÉRIE DE CYCLISME 2024

Les Algériens s'accrochent à la tête du classement à mi-parcours

Les coureurs algériens ont confirmé, jeudi, leur ambition de remporter le maillot jaune de leader sur le Tour d'Algérie cycliste TAC-2024, au moment où l'épreuve a atteint le mi-parcours, avec le déroulement de la 5e étape disputée entre Blida et Bouira sur une distance de 129,5 km.

L'Erythréen, Mäkele Milkias, s'est illustré lors de cette 5e étape en remportant la course avec un chrono de 3h 4m 52sec, devant l'Allemand, Tilleman Sarnowski, (Embrace The World) et le Français, Erwan Le Fahler, (France Défense), crédités du même chrono. "J'ai pu remporter cette étape grâce à l'apport de mes coéquipiers qui ont pu faire la différence en col. Mon objectif personnel est de conserver le maillot blanc du meilleur jeune (U23) et viser une deuxième victoire dans ce tour", a déclaré Mäkele Milkias à l'APS. Au classement général, l'Algérien, Ayoub Sahiri, (NR Dely Ibrahim) a conservé le maillot jaune de leader pour la troisième journée consécutive, après avoir succédé à son compatriote, Hamza Yacine, qui a enfilé le maillot jaune lors des deux premières étapes. Ayoub Sahiri occupe la tête du classement général avec un chrono de 16:12.18, devançant de 9 secondes l'Erythréen, Teshome Hagos Meron, (16:12.27), alors que le Néerlandais, Lars Quaedvlieg, complète le podium avec un temps de 16:13.05. "J'ai pu gérer la course d'aujourd'hui qui a été difficile avec notamment un col de première catégorie situé au niveau de la localité de Souhan (Atlas de Blida), où j'ai réussi à concurrencer les Erythréens, grâce à l'aide de mes coéquipiers, jusqu'au sprint final", a indiqué Ayoub Sahiri. De son côté, l'entraîneur du NR Dely Ibrahim, Hakim Hamza, a reconnu qu'il ne s'attendait pas à ce que son coureur "puisse porter le maillot jaune durant trois étapes de suite, c'est un résultat positif pour notre équipe, nous ambitionnons de préserver la dynamique jusqu'à la fin, pour peu que l'ensemble



des équipes algériennes tirent dans la même direction." Au classement général par équipes, la sélection érythréenne avec un chrono de 48:40.55, devance l'équipe allemande Embrace The World (48:42.42) et les Algériens de Madar Pro Team (48:42.57). Vendredi, la sixième et plus longue étape du TAC-2024, mènera

le peloton de Bouira à Sétif sur une distance de 186,5 km. Inscrit au calendrier de l'Africa Tour de l'UCI, le Tour d'Algérie est régi par les règlements de la FAC et ceux de l'Union Cycliste Internationale. Il est placé sous le contrôle d'un commissaire de course et d'un inspecteur antidopage.

JS KABYLIE

Hakim Medane nouveau directeur général

L'ancien footballeur international algérien, Hakim Medane, a été nommé nouveau directeur général de la JS Kabylie, a annoncé le pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, mercredi, dans un communiqué. "Le président du Conseil d'administration, El-Hadi Ould Ali, a rencontré ce mercredi le président-directeur général (PDG) d'ATM Mobilis, Chaouki Boukhazani, ainsi que les membres du Conseil d'administration de la SSPA/JSK, au cours d'une visite effectuée à la direction générale de Mobilis à Alger. L'occasion a été donnée au président de la JSK pour exposer les dernières décisions prises au niveau du club, liées à la perspective de préparer la nouvelle saison

footballistique. Au cours de cette rencontre, le président El-Hadi Ould Ali a saisi cette opportunité pour présenter Hakim Medane comme le nouveau directeur général du club", précise la même source. Ould Ali a été nommé, le mardi 23 avril dernier, à la tête du Conseil d'administration de la JSK, en remplacement d'Achour Cheloul, lors d'une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du club, dont plusieurs ont cédé leur actions au profit de l'actionnaire majoritaire, Mobilis. "Le PDG d'ATM Mobilis a tenu à féliciter le président de la JSK pour son choix judicieux d'une part, et féliciter Hakim Medane pour son nouveau poste d'autre part, tout en souhaitant le plein succès à son tandem, et

en réitérant au passage le soutien et l'engagement inconditionnel d'ATM Mobilis à œuvrer pour le retour de la JSK sur la scène des consécutions tant au niveau local qu'international", souligne le communiqué. Considéré comme le club le plus titré en Algérie, la JSK n'a plus remporté de titre depuis son succès en finale de la Coupe d'Algérie aux dépens de l'USM El-Harrach (1-0) en 2011, alors que la dernière consécration des "Canaris" en championnat remonte à 2008. Éliminée aux 1/32es de finale de "Dame Coupe" à domicile face au CR Belouizdad (0-2), la JSK occupe la 7e place au classement du championnat avec 35 points, à la veille de la 26e journée prévue vendredi.

FAF

La troisième session de l'examen des agents Fifa le 22 mai

La Fédération algérienne de football (FAF) organise la troisième session de l'examen des agents Fifa le mercredi 22 mai au siège de l'instance fédérale à Dely Ibrahim (Alger), indique un communiqué publié jeudi sur le site officiel de la FAF. Cette troisième session regroupera tous les candidats ayant été admis et qui se sont inscrits sur la plateforme de la Fifa ouverte durant la période allant du 9 janvier au 31 mars 2024, indique la FAF, soulignant que les candidats doivent s'acquitter des frais d'examen et envoyé le reçu de paiement à l'adresse agentsdejeu@faf.dz. Seuls les agents Fifa détenteurs de licences Fifa et affiliés à l'instance internationale sont autorisés à exercer la profession d'agent de joueurs. La liste actuelle des agents Fifa reconnus est disponible sur le site agents.fifa.com, a rappelé la FAF. Il est également rappelé que l'activité des intermédiaires n'est plus autorisée depuis le 30 septembre 2023, et toute pratique sans les licences expose les parties concernées à des poursuites en vertu de la loi 13-05 régissant les activités physiques et sportives, notamment les articles 66 et 127.

FINALE ALLER DE LA LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINE / ES TUNIS- AL-AHLY SC

Le nombre des supporters porté à 34 000

Le ministère de la jeunesse et des sports tunisien, a annoncé jeudi, sa décision prise, en coordination avec les autorités concernées, de porter à 34.000 le nombre de supporters autorisés à assister à la finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, samedi, entre l'ES Tunis et Al-Ahly du Caire au stade Hamadi-Agrebi de Radès (20h00). Près de 10.000 billets avaient été mis en vente, en plus des 17.000 abonnements déjà enregistrés, alors que les supporters d'Al-Ahly se sont vus octroyer 3.000 places. Selon plusieurs sources, tous les billets mis en vente ont été écoulés dès le matin, alors que de nombreux supporters attendent encore devant les guichets du stade d'El-Menzah. La finale (retour) se jouera le samedi 25 mai au stade international du Caire. L'Espérance s'est qualifiée pour la finale aux dépens des Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (aller : 1-0, retour : 1-0), alors qu'Al-Ahly SC (tenant du trophée) a éliminé les Congolais du TP Mazembe (aller : 0-0, retour : 3-0).

INSULTES RACISTES

La FIFA envisage des sanctions sportives

La Fédération internationale de football (FIFA) va demander aux 211 fédérations nationales de faire des insultes racistes dans le football une infraction disciplinaire, après des mois de consultation avec des joueurs victimes, dont le brésilien du Real Madrid, Vinicius Junior. L'instance mondiale du football propose également "un geste standard mondial pour que les joueurs communiquent les incidents racistes" aux arbitres - mains croisées au niveau des poignets et levées en l'air - et pour que les forfaits de match soient une sanction spécifique. Un engagement en cinq points sur la lutte contre le racisme sera soumis aux fédérations membres de la FIFA, vendredi, lors de leur réunion annuelle à Bangkok. Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a promis il y a plusieurs mois de faire une proposition mondiale et a consulté la star brésilienne, Vinicius Junior, victime d'abus répétés de la part de supporters espagnols adverses. "Le temps est venu pour le football de s'unir et de s'engager sans équivoque, en tant que communauté mondiale, à s'attaquer au problème du racisme dans le jeu", a déclaré la FIFA dans une lettre adressée aux fédérations membres. La FIFA souhaite également créer un panel de joueurs qui "suivront et conseilleront la mise en œuvre de ces actions dans le monde entier". Depuis plus d'une décennie, le football s'efforce de lutter contre le racisme dans les stades en s'accordant et en coordonnant les réactions des officiels sur le terrain et les mesures disciplinaires prises après les matches par les fédérations et les organisateurs de compétitions. La FIFA souhaite que le geste des mains croisées soit le signal reconnu par les arbitres pour entamer une procédure en trois étapes déjà ancienne lors d'un match où des abus raciaux et discriminatoires sont entendus : interrompre le jeu et diffuser des avertissements dans le stade, faire sortir les équipes du terrain, puis abandonner le match. Cette procédure en trois étapes devrait être obligatoire pour les 211 fédérations, a déclaré la FIFA jeudi.

LE SÉLECTIONNEUR ALLEMAND DÉVOILE SA LISTE POUR L'EURO-2024

Nagelsmann fidèle à ses choix forts

Fidèle à ses choix, le sélectionneur allemand Julian Nagelsmann a nommé jeudi un groupe de 27 joueurs autour de Toni Kroos et son capitaine Ilkay Gündogan, mais sans Mats Hummels ni Julian Brandt, pour disputer à domicile l'Euro-2024 (14 juin-14 juillet).

L'UEFA autorisera des listes jusqu'à 26 joueurs pour le tournoi, Julian Nagelsmann devra retirer d'ici au 7 juin (minuit) au moins un joueur de sa liste, après les matches de préparation contre l'Ukraine le 4 juin à Nuremberg, et la Grèce trois jours plus tard à Mönchengladbach. "On partira à l'Euro avec quatre gardiens. Et avec 22 joueurs de champ. Je ne suis pas un grand fan des groupes élargis, mais je peux faire avec 22 joueurs de champ", a expliqué Julian Nagelsmann. C'est à deux pas de la Porte de Brandebourg, monument emblématique de Berlin, que le sélectionneur a justifié les noms des joueurs retenus pour la préparation à la compétition continentale que l'Allemagne organise, avec un match d'ouverture le 14 juin à l'Allianz Arena de Munich contre l'Ecosse. Quadruple championne du monde (1954, 1974, 1990 et 2014), l'Allemagne est triple championne d'Europe (1972, 1980, 1996) et se place au sommet d'une longue liste d'outsiders, avec l'Espagne, le Portugal et l'Italie (tenant du titre) de l'Euro-2024, derrière la



France de Kylian Mbappé, vice-championne du monde en 2022, et l'Angleterre de Harry Kane et Jude Bellingham. "J'ai le sentiment que l'on peut gagner le tournoi. Et la plupart du temps, mon intuition n'est pas trop mauvaise", a glissé le sélectionneur en conférence de presse.

LISTE DÉVOILÉE AU FIL DE L'EAU

Pour décrocher le premier titre continental depuis 28 ans, Nagelsmann s'est fortement appuyé (24 des 27 noms) sur la liste qu'il avait construite à la mi-mars pour les matches amicaux en France et contre les Pays-Bas conclus avec deux succès qui l'ont conforté dans ses choix "courageux". "Nous n'allons pas changer dix ou cinq joueurs. Peut-être un ou deux, si personnellement ne se blesse", avait d'ailleurs annoncé le sélectionneur après la

victoire contre les Pays-Bas. "On a très peu changé le groupe, parce que c'était bon", a estimé Nagelsmann jeudi. Le parcours européen du Borussia Dortmund, qui disputera la finale de la Ligue des champions le 1er juin contre le Real Madrid, ne l'a pas fait changer de ligne.

Les excellentes prestations de Mats Hummels et Julian Brandt avec Dortmund en quarts contre l'Atlético Madrid et en demies contre le Paris SG, n'auront pas suffi à le convaincre. Seul le défenseur de Dortmund Nico Schlotterbeck intègre le groupe allemand. Il en va de même pour Leon Goretzka, Nagelsmann lui préférant le jeune milieu de terrain défensif du Bayern Aleksandar Pavlovic (20 ans le 3 mai), qui avait été aligné par Thomas Tuchel le 8 mai pour la demie retour de C1 des Munichois à Madrid contre le Real (défaite 2-1

FC BARCELONE

Xavi pourrait finalement être limogé

Conforté par sa direction il y a quelques jours, Xavi pourrait finalement être remercié dans les prochains jours. Un nouveau retournement de situation surprenant.

Le feuilleton Xavi est reparti pour un tour. Le 27 janvier dernier, le technicien espagnol avait annoncé son départ à la fin de la saison après une lourde défaite face à Villarreal en Liga (5-3). Une petite bombe qui avait secoué la planète football. Rapidement, des pistes sont sorties dans la presse concernant son potentiel successeur. Mais les médias catalans ont régulièrement expliqué que le président Joan Laporta et plusieurs membres du conseil d'administration du club blaugrana militaient en coulisses pour le maintien de Xavi, qui a

enchaîné une belle série de 13 rencontres sans défaite toutes compétitions confondues.

Mais l'ancien milieu de terrain a toujours assuré que sa décision ne changerait pas. Il a répété sans cesse à chaque conférence de presse. Mais il a finalement fait volte-face à la fin du mois d'avril. Après un pressing constant de Laporta, avec lequel il s'est entretenu à son domicile, il a accepté de poursuivre sa mission jusqu'en juin 2025. Il avait expliqué sa décision par la suite : «Je vais bien. Je me suis senti responsable et j'ai pensé qu'il valait mieux faire un pas de côté, mais les mois ont passé et j'ai vu de la confiance dans tout. J'ai senti le soutien du club, du président, de Deco et des joueurs, et cela a été fondamental.»

LA COLÈRE DE LAPORTA

Pour certains, ce choix était une bonne chose. Pour d'autres, Xavi n'a été maintenu que parce que les Culés ont des problèmes financiers et que recruter un nouvel entraîneur aurait coûté cher. Mais les pensionnaires du Camp Nou vont devoir se remettre en quête d'un coach si on se fie aux informations venues d'Espagne ce vendredi. El Chiringuito indique que Xavi va être limogé. «Xavi ne continuera pas au Barça la saison prochaine à moins que quelque chose d'extraordinaire n'arrive», a expliqué un journaliste présent en plateau, qui a indiqué qu'il a 1% de chance de continuer.

AS a les mêmes informations et a indiqué : «Je vais continuer à chercher un coach (...) Le président Joan Laporta aurait donné hier à midi l'ordre à la commission des sports - lors d'un sommet dans les bureaux du club où n'étaient pas présents Deco, Yuste et Soler, qui étaient présents par voie électronique -

de rechercher un entraîneur pour la saison prochaine. Ce sommet n'était en aucun cas prévu, puisqu'en principe le président allait se rendre à Almería pour accompagner l'équipe, mais à la dernière minute il a décidé de descendre de l'avion. Tôt dans la journée, RAC1 a assuré que Xavi Hernández ne continuerait pas.»

UN DÉPART IMMINENT ?

AS précise que la raison de la "colère monumentale" de Laporte est liée aux déclarations de Xavi mercredi dernier en conférence de presse. Ce dernier avait évoqué «le manque de ressources financières du club mais la nécessité de renforcer l'équipe "si nous ne voulons pas que tout reste pareil", avançant qu'aujourd'hui il sera très difficile de rivaliser "contre le Real Madrid et aussi en Europe)". Tout cela a mis hors de lui le président catalan, puisque le discours tenu par Xavi au moment de son maintien au club était différent. Il avait indiqué avoir confiance dans le club et qu'il pouvait avoir des résultats avec quelques retouches.

Indigné, Laporta a donc demandé à Deco et ses équipes de chercher un nouveau coach. Marca confirme que le boss du Barça est furieux contre son entraîneur. Idem pour Relevo, qui a écrit : «Les heures les plus tendues à Barcelone pour Xavi. Le conseil demande son départ ! Les déclarations de Xavi précédemment ont mis le conseil d'administration mal à l'aise et plusieurs membres proches et liés à Joan Laporta ont demandé le départ de Xavi.» Le divorce semble donc très proche entre le FCB et Xavi, à moins d'un nouveau retournement de situation...

LIVERPOOL

Thiago Alcantara et Joel Matip quittent le club

Thiago Alcantara et Liverpool, c'est terminé. Le milieu de terrain espagnol, en fin de contrat dans quelques semaines, ne prolongera pas son contrat. Le club vient d'annoncer la fin de leur collaboration qui a commencé en 2020. Alors qu'il est arrivé au sommet de sa forme avec un titre de Ligue des Champions en poche avec le Bayern Munich, Thiago Alcantara a connu de trop nombreuses blessures qui l'ont handicapé en Angleterre. Avec seulement cinq minutes jouées cette saison (face à Arsenal), l'Espagnol a quasiment réalisé une saison blanche (98 matches en 5 saisons avec les Reds). À 33 ans, l'ancien joueur du Barça peut prétendre à une dernière expérience en Europe ou en Arabie saoudite, qui lui fait les yeux doux. Pour sa part, Liverpool devra compter sur ses milieux de terrain performants cette saison. MacAllister, Endo, Szoboszlai et Bajčetić composent actuellement l'entrejeu des Reds, qui aura certainement besoin de renforts. Les Reds ont également annoncé le départ d'un historique en la personne de Joel Matip. Le défenseur central faisait partie du club depuis 2016.

REAL MADRID

Revirement de situation pour Modric

C'est peut-être la grosse surprise de la fin de saison du Real Madrid. En fin de contrat cet été, Luka Modric était annoncé sur le départ. La direction madrilène ne semblait pas vouloir le prolonger et la Croatie pensait donc déjà à un avenir ailleurs. Mais voilà, cela pourrait bien changer. Selon les informations de Marca, le Real Madrid s'apprête à faire une offre de prolongation au numéro 10 madrilène. Sur cette fin de saison, le milieu de 37 ans a montré qu'il avait encore de quoi dépanner dans un effectif XXL. Et c'est visiblement ce qui a convaincu Florentino Perez et la direction de lui proposer une prolongation d'un an. Toni Kroos est dans la même situation et devrait également prolonger l'aventure d'un an encore. Une bonne nouvelle pour les supporters madrilènes qui ont réclamé les prolongations des deux joueurs au moment de célébrer le titre de Liga.

JUVENTUS

Massimiliano Allegri proche de prendre la porte

Cette fois, ça sent la fin. Revenu à la Juventus en 2021 après une première expérience de 2014 à 2019, Massimiliano Allegri devrait quitter ses fonctions dans les prochaines heures. Alors que la Vieille Dame pointe à la quatrième place de la Serie A et vient de gagner la Coupe d'Italie, Sky Italia indique que la Juventus pourrait très vite licencier l'entraîneur.

La faute à un gros clash entre le tacticien transalpin et sa direction, et en particulier avec le directeur sportif Cristiano Giuntoli. Lors de la remise du trophée en Coupe d'Italie, on a même vu le coach très en colère contre ses dirigeants. Il pourrait même être mis à la porte dans les prochaines heures, de façon totalement unilatérale. Affaire à suivre...



DE 'LET THEM EAT CAKE' À 'BLOCKOUT'

Quand l'indifférence conduit à la guillotine numérique surnommée "Digitine"

En plein essor du mouvement mondial de protestation contre les partisans de la guerre israélienne à Gaza, une campagne appelée « Blockout 2024 » a été lancée pour boycotter les célébrités en raison de leur soutien à Israël ou de leur silence sur la guerre qui dure depuis 7 mois.

L'objectif de cette action est de réduire les revenus que les célébrités tirent des publicités sur les réseaux sociaux. Bien que de nombreuses célébrités aient perdu une partie de leur audience avec des utilisateurs se contentant d'arrêter de les suivre, certains experts estiment que le boycott est plus impactant que le simple désabonnement. Instagram indique que le boycott restreint la visibilité des publications de la personne boycottée, les mentions J'aime, les commentaires ou à se tourner vers des publications ou l'envoi de messages. Cela signifie qu'une célébrité perd une partie de son audience habituelle avec cette campagne, ce qui affectera son taux de portée et d'interaction. Mais les experts en technologie affirment que le boycott est plus efficace comme stratégie de protestation que le désabonnement. Le professeur associé à l'Université Northwestern au Qatar Eddie Borches Rey, explique que l'impact du désabonnement sur le public général des célébrités et sur les mesures d'interaction est minime. Selon lui, les célébrités dépendent fortement des taux de portée et d'engagement sur les réseaux sociaux pour attirer et maintenir les contrats publicitaires. Dans des déclarations à Al Jazeera relayées par la version anglaise de son site, il explique que lorsqu'une personne arrête de suivre une célébrité, elle cesse simplement de voir ses publications dans son fil d'actualité. Cependant, le contenu peut encore apparaître indirectement via les pages de recherche ou les pages basées sur des algorithmes comme la page Explorer d'Instagram ou les pages For You de TikTok et X. Il souligne que même les non-abonnés voient le contenu des célébrités si elles ne les boycottent pas. Ainsi, arrêter de suivre n'affecte pas beaucoup la portée des célébrités. Mais le boycott signifie couper toute interaction avec le contenu de cette personne. Réduire la portée et l'engagement pousse les algorithmes des réseaux sociaux à diminuer la priorité de recommandation de ce contenu à un public plus large. En conséquence, plus de personnes boycottent une célébrité, moins ses publications apparaissent sur la plateforme, non seulement pour ceux qui viennent de la boycotter, mais aussi pour les utilisateurs à qui l'algorithme aurait pu recommander ce conte-



nu. Une baisse de la portée et de la visibilité peut inciter les annonceurs à réduire les budgets publicitaires ou à se tourner vers des personnalités ayant une portée plus large, ce qui impacte directement les revenus publicitaires de ces célébrités.

LA CAMPAGNE DE BOYCOTT DES CÉLÉBRITÉS A-T-ELLE RÉUSSI ?

Bien que la campagne ait débuté récemment et que les plateformes de réseaux sociaux ne fournissent pas de statistiques sur le nombre de personnes ayant boycotté un compte, certains observateurs et plateformes ont signalé une perte de centaines de milliers de followers pour certaines célébrités. Selon la National Public Radio (NPR) américaine, la chanteuse américaine Taylor Swift a perdu environ 300 000 followers sur TikTok et environ 50 000 sur Instagram la semaine dernière. La version anglaise de la Turkish Radio and Television Corporation (TRT) a rapporté que l'actrice et chanteuse américaine Selena Gomez a perdu un million de followers sur Instagram et 100 000 sur la plateforme X (anciennement Twitter). La chanteuse et compositrice Billie Eilish a perdu 1,1 million de followers sur Instagram. La star de la télé-réalité Kim Kardashian a perdu 780 000 followers sur Instagram. La chanteuse américaine Beyoncé a perdu 689 000 followers sur Instagram. La star de la télé-réalité Kylie Jenner a perdu 540 000 followers sur Instagram et 53 000 sur la plateforme X (anciennement Twitter). Enfin, la chanteuse et actrice Rihanna a perdu 110 000 followers sur la plateforme X (anciennement Twitter), selon le rapport publié le lundi 13 mai.

TOUT A COMMENCÉ PAR « LET THEM EAT CAKE »

La campagne visant à boycotter les comptes des célébrités sur les réseaux sociaux a commencé par une indignation suscitée par le Met Gala, où des célébrités ont

assisté en tenues somptueuses, tandis qu'Israël lançait une campagne de bombardement intense sur la ville de Rafah. Les tenues luxueuses et le spectacle lors de cet événement de collecte de fonds annuel en faveur de l'Institut « Anna Wintour » (journaliste britannique-américaine) de mode ont provoqué la colère des utilisateurs des réseaux sociaux, et un moment précis a intensifié cette colère. La phrase « Let Them eat cake » a été le moment décisif qui a transformé la colère en campagne de boycott. Une influenceuse américaine célèbre sur TikTok, nommée Haily Khalil, a déclaré « Qu'ils mangent de la brioche » à l'extérieur du Met Gala, selon les médias internationaux, y compris NBC News.

Ces mots infâmes, souvent attribués à Marie-Antoinette, reine de France pendant la Révolution française, sont devenus dans l'imaginaire populaire synonymes d'une élite déconnectée de la réalité des citoyens incapables de trouver du pain, tout en leur proposant de la brioche en substitution. Le mannequin américain suivi par environ 9,9 millions de personnes sur TikTok portait également une robe inspirée des tenues de la reine française. La publication de cette vidéo le 7 mai a déclenché une campagne

enragée contre elle et les célébrités déconnectées de la réalité. La vidéo a coïncidé avec une crise de famine à Gaza. Deux jours avant la publication de Khalil, Cindy McCain, présidente du Programme alimentaire mondial de l'ONU, avait déclaré dans une interview que le nord de Gaza souffrait de « famine généralisée ». Les utilisateurs ont donc appelé au lancement de la campagne Blockout, ou « digitine » ou guillotine numérique, en référence à la guillotine utilisée pour exécuter certains dirigeants en France après la Révolution française. La campagne a eu un impact significatif sur Khalil, non seulement du public, mais aussi des participants au Met Gala. Elle s'est excusée dans une vidéo publiée sur son compte TikTok le 10 mai, affirmant qu'elle n'avait pas d'invitation réelle pour assister au gala et qu'elle y participait uniquement en tant qu'hôtesse pour l'émission « E! News ». Elle a justifié l'utilisation du son en disant qu'il était populaire sur TikTok. En réponse aux questions sur son silence concernant les événements à Gaza, elle a déclaré « Je ne suis pas suffisamment informée pour en parler de manière significative ou éducative », sans mentionner « Palestine », « Gaza » ou « Israël » dans sa vidéo, bien que ce soit la raison évidente de la campagne contre elle. Son excuse n'a pas été acceptée et est arrivée trop tard, car la campagne avait déjà commencé contre toutes les célébrités. Les partisans de la campagne de boycott ont commencé à publier des listes de célébrités et de leurs entreprises à boycotter. La campagne a commencé avec des noms tels que l'actrice israélienne et ancienne soldate Gal Gadot, la star de la télé-réalité Kim Kardashian, la chanteuse américaine Taylor Swift et le chanteur britannique Harry Styles. Elle ne s'est pas limitée au monde occidental, s'étendant à des listes de stars et de célébrités arabes et même palestiniennes qui n'ont pas parlé de la guerre depuis son début ou dont les positions ont été jugées honteuses par le public.

NEW TECH

Les Écrans HUD Révolutionnent la Conduite à Moto

Pendant la conduite de motos, il est essentiel pour le conducteur de rester vigilant quant à la circulation environnante. Cependant, il peut être nécessaire de consulter occasionnellement le tableau de bord, ce qui peut entraîner une distraction et augmenter les risques d'accident. C'est là que les écrans "Head Up" (HUD) entrent en jeu. Ces dispositifs affichent les données de conduite essentielles directement dans le champ de vision du motard, contribuant ainsi à renforcer la sécurité. Bien que largement répandus dans les voitures de gamme moyenne et de luxe, les écrans HUD n'ont pas encore trouvé leur place dans le monde des motos. Ruprecht Müller de l'ADAC souligne que la surveillance continue de la route est primordiale pour améliorer la sécurité, tandis que Matthias Hasper de l'Ifz explique que les écrans HUD permettent aux conducteurs de rester concentrés sur la route, évitant ainsi les freinages brusques. Ces écrans sont disponibles sous forme de lunettes ou de petits écrans intégrés au casque, offrant aux utilisateurs le choix en fonction de leurs préférences personnelles. La connectivité avec les smartphones permet une utilisation indépendante de la moto, même sur des modèles plus anciens. Cependant, il est crucial de choisir un écran adapté à la taille du casque et de s'assurer qu'il n'obstrue pas la vue. Avec l'évolution technologique, on s'attend à ce que les systèmes HUD pour motos proposent davantage de fonctionnalités, comme des alertes directement dans le champ de vision du conducteur. BMW a récemment annoncé le lancement de ses lunettes intelligentes "Connected Ride", tandis que d'autres fabricants comme Tilsberk et EyeLights proposent également des solutions similaires, offrant aux motards un moyen pratique d'accéder aux informations essentielles pendant leur trajet.

MERYEM BENMOULOU EN CHINE

Un nouveau cap franchi pour la coopération numérique

Une note de coopération dans le domaine de la numérisation et de l'économie numérique a été signée jeudi, en République populaire de Chine, entre la ministre et commissaire supérieure à la numérisation, Meryem Benmouloud, et le ministre chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information, Jin Zhuanglong, selon un communiqué du commissariat. Le communiqué précise que "lors des travaux de la visite de Mme Benmouloud en République populaire de Chine, une rencontre de haut niveau a eu lieu aujourd'hui avec le ministre chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information, au cours de laquelle

les deux parties ont discuté des moyens de coopération dans divers domaines relevant du processus de transformation numérique ainsi que de la formation et du transfert de compétences."

Les travaux de cette visite ont également été couronnés par la signature d'une note de coopération dans le domaine de la numérisation et de l'économie numérique, renforçant ainsi les liens de coopération entre l'Algérie et la Chine populaire dans ce domaine vital, conformément aux engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son homologue chinois.

DES SCIENTIFIQUES ET CHERCHEURS TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

« Vives inquiétudes sur l'état des récifs de coraux qui s'aggrave dans le monde »

La température record des océans, continue de s'étendre et de s'aggraver, a alerté jeudi une agence gouvernementale américaine.

L'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) avait annoncé mi-avril que le monde subissait un nouvel épisode massif de blanchissement des coraux. Il s'agit du quatrième enregistré depuis 1998.

Le phénomène, qui menace la survie de récifs de coraux, a déjà été confirmé dans 62 pays et territoires, à la fois dans l'hémisphère nord et sud. "Je suis très inquiet pour l'état des récifs de coraux dans le monde", a déclaré lors d'une conférence de presse Derek Manzello, coordinateur du programme dédié aux coraux de NOAA. Depuis l'annonce de ce nouvel épisode il y a un mois, "neufs autres pays et territoires ont rapporté un blanchissement sévère des coraux, notamment l'Inde et le Sri Lanka", a-t-il dit. "Cela illustre que cet événement croît en taille et en impact." Pas moins de 60,5% de la surface des récifs coralliens du monde ont été touchés par un stress thermique durant les 12 derniers mois, un record sur un an, selon NOAA. Mais le précédent épisode de blanchissement massif mondial, qui avait eu lieu entre 2014 et 2017, reste le pire en termes d'impact cumulatif et de durée, -- du moins pour le moment, a-t-il dit. Il est prévu que l'épisode actuel persiste et gagne de nouvelles zones durant l'été. Les Caraïbes commencent notamment déjà à voir la chaleur s'accumuler, extrêmement tôt dans l'année. Déjà, la Grande barrière de corail, au nord-est de l'Australie, est touchée. L'accès à l'île de Pling en Thaïlande et au parc national côtier de l'île de Phuket a été fermé la semaine dernière pour tenter de protéger les coraux.



Cet événement "ne se produirait pas sans le changement climatique", a martelé Derek Manzello. Les océans enregistrent des températures record depuis des mois: le mois dernier a été le plus chaud dans les mers pour un mois d'avril, représentant le 13ème mois consécutif de record mensuel. L'accumulation de chaleur "a été particulièrement extrême et sans précédent dans l'océan Atlantique", a souligné Derek Manzello. Comprendre l'étendue des conséquences de cet épisode de blanchissement pour les coraux prendra du temps, a-t-il ajouté. Dans les Caraïbes par exemple, les coraux survivant à la chaleur pourront mourir dans l'an-

née ou les deux ans qui suivent "de maladies ou de concentrations de prédateurs", a-t-il expliqué. L'année 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, sous l'effet du changement climatique accentué par le phénomène cyclique El Nino. Le phénomène inverse, La Nina, est attendu d'ici l'été ou l'automne, selon Dan Collins, météorologue à NOAA. "Mon espoir est que lorsque La Nina sera vraiment installé, le pourcentage de récifs touchés commencera à diminuer", a dit Derek Manzello. Selon NOAA, l'année 2024 a malgré tout 61% de risque de dépasser l'année dernière en devenant la plus chaude jamais enregistrée. R.I.

APRÈS UN APPEL AU MEURTRE LANCÉ SUR UNE RADIO

Le PM Belge Alexander De Croo porte plainte

Le Premier ministre belge, Alexander De Croo, a annoncé jeudi avoir porté plainte contre un présentateur d'une radio locale flamande ayant appelé « les auditeurs à tenter leur chance pour l'abattre ». Sur Radio Waregem 1, mercredi en fin de journée, ce présentateur - qui a été suspendu depuis - relatait la tentative d'assassinat survenue un peu plus tôt contre le Premier ministre slovaque, Robert Fico. "Malgré les mesures de sécurité, vous voyez que c'est possible de descendre un Premier ministre, et donc je dirais +allez-y+", a-t-il déclaré, en référence au chef du gouvernement belge, Alexander De Croo, candidat à sa

reconduction aux élections législatives du 9 juin. Dans un message transmis par son cabinet, M. De Croo a annoncé qu'une plainte avait été déposée auprès de la police de Waregem, ville de Flandre occidentale située près de Courtrai. "Si la liberté d'expression est sacrée, l'appel à la violence est punissable" et l'animateur a "incité ses auditeurs" à passer à l'acte, a ajouté le dirigeant libéral flamand de 48 ans. La Radio a annoncé avoir "immédiatement suspendu" son employé, déplorant ses "propos déplacés". "Le présentateur dit qu'il voulait faire de l'humour mais cela n'a pas du tout été perçu comme tel" et il "présente ses excuses aux

auditeurs et à Waregem 1", a ajouté la radio dans un communiqué publié sur son site. Mercredi, dans une ville du centre de la Slovaquie, le Premier ministre, Robert Fico, a essuyé plusieurs tirs après une réunion de cabinet, un attentat qualifié de "politique" par les autorités slovaques. Le dirigeant de 59 ans, transporté à l'hôpital "entre la vie et la mort", se trouvait toujours, jeudi, dans un état grave mais "capable de parler", selon un proche. L'assaillant présumé, un écrivain septuagénaire présenté comme un "loup solitaire", a été arrêté sur les lieux du crime et inculpé jeudi. R.I.

ELLE EST L'UNE DES PLUS ÉLEVÉES D'EUROPE

Hausse de la dette publique de l'Espagne à 109% du PIB contre 107% en 2023

La dette publique de l'Espagne a progressé au premier trimestre pour atteindre 109% du Produit intérieur brut (PIB), en raison notamment d'une hausse des dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale, a annoncé hier, la Banque d'Espagne. La dette de l'ensemble des administrations publiques espagnoles, mesurée selon les critères de Maastricht, a atteint au total 1.613 milliards d'euros fin mars, précise la banque centrale dans un communiqué. Ce chiffre est supérieur à celui du dernier trimestre 2023 en valeur absolue (1.575 milliards d'euros) et rapporté au PIB (107,7%). Ce ratio est néanmoins peu significatif à ce stade de l'année, les dépenses et les

recettes des administrations publiques étant sujettes à de fortes variations saisonnières. La dette espagnole, l'une des plus élevées d'Europe, avait grimpé de près de 10% en 2020 pour atteindre 125,3% au premier trimestre 2021, en raison des mesures prises, face au Covid, qui ont entraîné une explosion des dépenses publiques. Elle a depuis nettement reflué, grâce à une hausse des recettes fiscales, stimulées par l'inflation et par la croissance économique espagnole, qui a atteint 2,5% l'an dernier. Le gouvernement compte poursuivre cette réduction, en ramenant la dette à 106,3% fin 2024, à la faveur d'une croissance attendue à 2%. R.I.

26 CANDIDATS ASSASSINÉS ENTRE LE 23 SEPTEMBRE ET 1ER MAI

Un autre meurtre d'une candidate au Mexique

Une femme de 28 ans briguant la mairie de Concordia, dans l'Etat du Chiapas (sud du Mexique), a été tuée par balle jeudi, en même temps que cinq autres personnes, ont annoncé les autorités locales. "Selon les premières investigations, il y a eu une confrontation entre des civils armés" à la suite d'un meeting de campagne de la candidate Lucero Lopez Maza, qui militait dans un parti local, a indiqué un communiqué du bureau du procureur de l'Etat. Selon des habitants de la région, Mme Lopez Maza circulait à bord d'un véhicule lorsqu'elle a été interceptée à une station-service sur une autoroute. La police et les secours ont affirmé qu'une femme et une mineure, ainsi que trois hommes avaient également succombé lors de cette attaque.

La campagne pour les élections générales du 2 juin au Mexique a été secouée par une vague de violence avec des attaques notamment contre des candidats à des postes locaux. Du 23 septembre, date du début du processus électoral, au 1er mai, 26 candidats aux élections ont été assassinés, selon un décompte réalisé par l'organisation de la société civile Data Civica. R.I.

COLOMBIE

Assassinat du directeur de l'une des principales prisons

Le directeur de la prison de La Modelo, l'un des principaux établissements pénitentiaires de Colombie, a été "assassiné" jeudi à Bogota après avoir reçu des menaces de mort de prisonniers, a annoncé le président Gustavo Petro. "Le colonel à la retraite Elmer Fernandez vient d'être assassiné (...) alors qu'il se trouvait dans sa voiture", a déclaré le ministre de la Justice, Nestor Osuna, dans une vidéo. M. Fernandez "avait pris ses fonctions le 4 avril, il exécutait les ordres disciplinaires et procédait à des fouilles aléatoires. Aujourd'hui, il a été assassiné de façon ignoble", a déclaré le président colombien Gustavo Petro sur les réseaux sociaux. Le dirigeant de gauche a annoncé un "Conseil extraordinaire de sécurité pour définir des mesures pour toutes les prisons du pays". R.I.

NAUFRAGE D'UN BATEAU DE MIGRANTS AU LARGE DE LA GRÈCE

Trois personnes portées disparues et 42 secourues

Une opération de recherche et de secours a été lancée jeudi au large de l'île grecque de Crète pour retrouver trois personnes portées disparues après le naufrage d'une embarcation de migrants, ont annoncé les autorités locales. "Au total, 42 passagers ont été secourus par les garde-côtes grecs, la marine nationale et des navires marchands naviguant dans la zone où l'incident s'est produit, à quelque 27 milles nautiques au sud-ouest des côtes de la Crète", selon les sources. Les autorités grecques ont été informées par la partie italienne qu'elles avaient reçu mercredi soir un appel de détresse de ce bateau de migrants, selon des sources au sein de la Garde côtière grecque. R.I.

VISANT FACEBOOK ET INSTAGRAM

L'UE ouvre une enquête sur des risques liés à la sécurité des mineurs

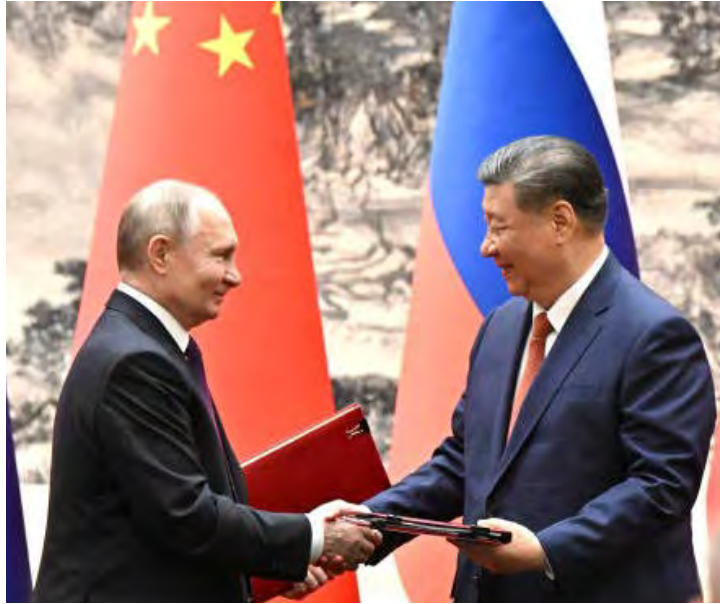
La Commission européenne a ouvert jeudi une procédure formelle à l'encontre des réseaux sociaux Facebook et Instagram du géant américain de la technologie Meta, en raison de préoccupations pour la sécurité des mineurs. "La Commission est préoccupée par le fait que les systèmes de Facebook et d'Instagram, y compris leurs algorithmes, pourraient stimuler des comportements addictifs chez les enfants", a indiqué la Commission européenne dans un communiqué. Cette investigation examinera également les méthodes de contrôle et de vérification. Cette enquête est menée dans le cadre du règlement sur les services numériques (Digital Services Act - DSA) de l'Union européenne (UE) qui est entré en vigueur l'année dernière. Le DSA oblige les compagnies de la technologie à déployer davantage de mesures pour lutter contre les contenus illicites et atténuer les risques tels que la désinformation ou la manipulation des élections par le biais de leurs plateformes. Les entreprises enfreignant le DSA peuvent s'exposer à des amendes allant jusqu'à 6% de leur chiffre d'affaires mondial annuel. Facebook et Instagram ont déjà par le passé fait l'objet de l'enquête de l'UE pour désinformation dans le cadre des élections dans une procédure ouverte à la fin du mois d'avril dernier, à l'approche des élections européennes prévues en juin. R.I.

XI JINPING ET VLADIMIR POUTINE L'AFFIRMENT À PARTIR DE PÉKIN

"Soutien à un ordre démocratique mondial multipolaire fondé sur la loi internationale »

Lors de la visite d'Etat de deux jours, en Chine, le président russe, Vladimir Poutine et son homologue, Xi Jinping, ont affirmé que l'amitié russo-chinoise est un facteur de stabilité et de paix dans le monde ».

Le président de la République populaire de Chine a affirmé, sur la promotion et la consolidation des relations entre Pékin et Moscou « est non seulement dans l'intérêt fondamental des deux pays et des deux peuples », mais elle est également propice à la paix dans le monde », a fait valoir, jeudi, Xi Jinping, alors qu'il recevait son hôte, Vladimir Poutine à Pékin, lequel a achevé, hier, sa visite d'Etat, la première à l'étranger depuis sa réélection au mois de mars et sa deuxième visite qu'il effectue, dans la capitale chinoise depuis octobre 2023. La visite du locataire du Kremlin est intervenue, aussi, à l'occasion de la célébration du 75e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, à propos duquel, le président Poutine, rappelant que son pays « a été le premier à reconnaître la République populaire de



Chine le 2 octobre 1949 », il indique que « littéralement le lendemain de sa proclamation » a-t-il précisé. De son côté le dirigeant chinois a affirmé que son pays « est prêt à travailler avec la Russie pour [...] soutenir l'équité et la justice dans le monde » et la relation Chine-Russie aujourd'hui, a-t-il poursuivi « a été durement acquise et les deux parties doivent la chérir et la nourrir. » Poutine dira de son côté, en évoquant les « nouvelles réalités multipolaires » que la relation entre Moscou et Pékin est « un facteur de stabil-

ité sur la scène internationale » affirme le président russe, soulignant qu'elle « n'est pas opportuniste et elle n'est dirigée contre personne ». Ajoutant plus loin qu'« ensemble, nous soutenons les principes de justice et un ordre démocratique mondial reflétant les réalités multipolaires et fondé sur la loi internationale », a-t-il encore déclaré. Lors d'une conférence de presse, Vladimir Poutine a aussi jugé « nuisible » toute alliance politique et militaire « fermée » dans la région Asie-Pacifique, visant à les tentatives occidentales de

créer des alliances avec l'Australie et le Royaume-Uni, mais aussi avec le Japon et les Philippines.

UKRAÏNE : ACCORD SUR LE BESOIN D'UNE SOLUTION POLITIQUE

La Chine appelle régulièrement au respect de l'intégrité territoriale de tous les pays (sous-entendu Ukraine comprise) mais exhorte aussi à prendre en considération les préoccupations de sécurité de la Russie. « Les deux parties sont d'accord sur le fait qu'une solution politique à la crise en Ukraine est la voie à suivre », a déclaré Xi Jinping face à la presse, rappelant que la position de la Chine sur cette question avait « toujours été claire » et espérant que la paix et la stabilité seraient « rapidement rétablies sur le continent européen ». Depuis février 2023, la Chine a en effet proposé un document en 12 points afin de mettre un terme au conflit, appelant au respect de l'intégrité territoriale de tous les pays mais aussi à prendre en considération les exigences de sécurité russes. « Les idées et les propositions contenues dans le document montrent le désir sincère de nos amis chinois d'aider à stabiliser la situation », a fait valoir Vladimir Poutine.

R. I.

ALORS QUE LES PERTES UKRAINIENNES SONT LOURDES

Le concert de Rock d'Antony Blinken à Kiev « inapproprié »

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, souhaitait envoyer un message de soutien à Kiev en jouant « Rockin' in The Free World » dans un bar de Kiev le 14 mai au soir. Beaucoup d'Ukrainiens ont critiqué sévèrement sa prestation, alors que les troupes ukrainiennes subissent des pertes en raison d'une offensive russe dans la région de Kharkov. En visite surprise de deux jours à Kiev les 14 et 15 mai, Antony Blinken n'a eu de cesse d'afficher le soutien des États-Unis à l'Ukraine... comme si Washington avait quelque chose à se faire pardonner ? C'est dans un bar de Kiev que le chef de la diplomatie américaine a terminé la journée du 14 mai, en jouant de la guitare et en fredonnant Rockin' in The Free World de Neil Young dans un bar en sous-sol du centre-ville. Mais le petit concert n'a visiblement pas eu l'effet espéré. « Un seul mot suffit pour décrire la soirée

du secrétaire d'Etat américain Antony Blinken hier à Kiev : inappropriée », a lancé sur Facebook Svitlana Matvienko, directrice d'une ONG d'analyse de la politique. Comme beaucoup, elle s'est dite « vexée » par cette performance alors que la région de Kharkov, dans le nord-est du pays, se fait selon elle « raser » par une offensive russe depuis une semaine. Elle a dénoncé « un manque total de compréhension de la situation » et d'« empathie » de la part de Washington et des dirigeants américains. Avant de se lancer dans sa prestation, Blinken déclare « Je sais que c'est une période très, très difficile. Vos soldats, vos citoyens, en particulier dans le nord-est, à Kharkiv, souffrent énormément » et d'ajouter « mais ils doivent savoir, vous devez savoir, que les États-Unis sont avec vous » a-t-il déclaré, alors que Kiev ainsi que ses soutiens occidentaux subissent, depuis ses dernières

semaines des pertes face à l'offensive militaire russe. Le chef de la diplomatie américaine avait déclaré en conférence de presse que les troupes ukrainiennes manquaient de soldats et que la mobilisation à grande échelle imposée par le président Zelensky était donc nécessaire pour le pays. « Nous n'avons pas encouragé ou favorisé les frappes hors d'Ukraine, mais au final c'est à l'Ukraine de prendre ses décisions sur la manière dont elle mène cette guerre », a-t-il déclaré à Kiev ce 15 mai. Les États-Unis ont livré en février dernier, secrètement, des missiles longue portée ATACMS, d'une portée de 300 kilomètres, à Kiev. Plusieurs dizaines ont déjà été tirés, notamment contre la péninsule de Crimée. Moscou a mis en garde les Occidentaux contre toute attaque sur son territoire à l'aide d'armes occidentales.

R. I.

RAPPORT DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE)

« Le risque géopolitique pèse sur la stabilité financière dans la zone euro »

Une grave récession économique en zone euro cette année semble moins probable mais les tensions géopolitiques rendent « fragiles » les perspectives sur la stabilité financière, sur fond d'élections majeures à venir, prévient la Banque centrale européenne (BCE) dans un rapport publié jeudi. « Le risque à court terme d'une profonde récession accompagnée d'une hausse du chômage - une source d'inquiétude majeure il y a six mois - est bien moindre dans la perspective actuelle, et la désin-

flation s'est poursuivie en parallèle », note le vice-président de la BCE Luis de Guindos en avant-propos du rapport semestriel de l'institution. Dans le même temps, « les tensions géopolitiques constituent une source de risque importante » pour la stabilité financière et ce « au plan mondial », prévient-il. Ce contexte renforce les risques de mauvaises surprises économiques et financiers et les perspectives restent donc « fragiles » pour la stabilité financière. Les marchés exigent certes des primes de

risque réduites à ce jour par rapport aux normes historiques, relève le rapport. Ce sentiment de calme peut « changer rapidement », prévient la BCE, qui met en avant l'environnement géopolitique incertain et la dénommée « évaluation à la perfection » des actifs par les investisseurs, comme si le risque d'accroc majeur était ignoré. Cette situation « crée le potentiel de réactions importantes du marché à des nouvelles décevantes », selon M. de Guindos. La stabilité financière dépend également de la

capacité d'absorption des chocs par différents acteurs économiques. Les ménages et entreprises, de même que les banques, ont dans l'ensemble bien résisté au cycle de taux d'intérêt élevé pour combattre l'inflation, note la BCE. Ce pourrait moins être le cas de grandes sociétés immobilières et des ménages à faible revenu qui sont « plus vulnérables à la hausse des taux d'intérêt », au fur et à mesure que leur dette doit être remboursée. Cela vaut aussi pour les Etats dont les finances publiques

« restent vulnérables aux surprises de croissance négative ». La BCE pointe à cet égard les risques de « dérapage budgétaire » à la lumière d'un programme électoral chargé en 2024-25 tant aux niveaux national qu'euro-péen, et les « incertitudes autour de la mise en œuvre exacte du nouveau cadre budgétaire de l'UE ». Le tout pourrait conduire les acteurs du marché à « réévaluer le risque souverain » avec un spectre de la crise de la dette resurgissant en zone euro.

R. I.

PORTUGAL

Le nouveau exécutif de droite confronté à une grève sans précédent

Plusieurs écoles étaient fermées hier, au Portugal, tandis que les hôpitaux et les tribunaux tournaient au ralenti en raison d'une journée de grève nationale des fonctionnaires, qui réclament de meilleures conditions de travail et des hausses de salaires. Le nouvel exécutif de droite, qui a hérité d'une situation financière marquée par « un excédent public historique de 1,2% du PIB en 2023, a aussitôt mis en garde contre une détérioration des comptes publics » selon des médias locaux. « Nous sommes passés d'un excédent de 1,2 milliard d'euros en janvier » à « un déficit de près de 600 millions d'euros » en mars, a annoncé début mai le ministre des Finances, Joaquim Miranda Sarmiento. Les grévistes, dont les enseignants et les forces de l'ordre étant les catégories professionnelles les plus mobilisées, réclament notamment des hausses de salaires « d'au moins 15%, avec un minimum de 150 euros par salarié », a expliqué le coordinateur du Front commun des syndicats de l'administration publique, Sebastiao Santana, à l'agence de presse Lusa. Une manifestation a été tenue, hier après-midi rassemblant des milliers de travailleurs devant le ministère des Finances, selon les syndicats. Le mouvement social de jeudi est le plus important auquel a été confronté jusqu'ici le nouveau gouvernement de droite modérée, entré en fonctions après les élections législatives de début mars qui ont mis fin à huit années de pouvoir socialiste. Le Premier ministre Luis Montenegro s'est engagé pendant la campagne à lancer des discussions visant à répondre à leurs revendications. « Les négociations ont progressé, mais nous sommes encore loin de pouvoir parler d'un accord », a estimé Mario Nogueira, le responsable du principal syndicat enseignant, Fenprof. Les discussions avec les forces de l'ordre s'avèrent également difficiles, les propositions du gouvernement ayant jusqu'ici été jugées insuffisantes par les représentants des policiers et des gendarmes.

R. I.

APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le dessalement au rendez-vous fin 2024

La faible pluviométrie due au changement climatique a fait du dessalement de l'eau de mer, une priorité stratégique des pouvoirs publics. Au plus haut niveau, l'attention particulière accordée par le président Abdelmadjid Tebboune à l'option du dessalement se reflète dans ses interventions en Conseil des ministres.



Ph: DR

À diverses occasions, le Président Tebboune a insisté sur l'achèvement rapide des usines de dessalement de l'eau de mer le long de la bande côtière du pays, pour l'approvisionnement en eau potable des habitants des wilayas du littoral et des wilayas distantes de 150 km de ces infrastructures. A la fin 2024, selon les indications données par le ministre de l'Hydraulique, cinq stations de dessalement d'eau de mer d'une capacité de production de 300.000 m³/jour et d'un coût de plus de 400 millions de dollars chacune, seront entrées en production. Implantées à Cap Djinet (Boumerdès), Cap Blanc (Oran), Koudiet Draouche (El Tarf) et Tighremt (Béjaïa), elles porteront la production à 3,7 millions m³/jour et permettront d'assurer 42% des besoins en eau potable des populations concernées. Outre AEC, la construction fait intervenir des entreprises publiques filiales de Sonatrach : la société nationale de Génie Civil et Bâtiment, l'entreprise nationale de travaux aux puits (EN GTP), la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI) et l'Entreprise nationale de canalisations (ENAC), pour quatre stations et la cinquième est confiée au Groupe public Cosider. Pour l'engineering, il est

fait appel au partenariat étranger. « On est dans les temps », avait affirmé il y a plus d'un mois, le Président-Directeur général de Algerian Energy Company (AEC), Mohamed Boutabba, à propos de la réalisation des cinq stations de dessalement d'eau de mer, d'une capacité de 300 000 m³ chacune, inscrits dans le programme complémentaire au plan d'urgence. Mercredi, le P-DG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a fait savoir que le taux d'avancement des travaux du projet de la station de dessalement de l'eau de mer à Cap Djenet (Boumerdes) a dépassé les 63%, ce qui permettra de livrer la station dans les délais fixés". Il était en visite d'inspection sur les lieux, accompagné du wali de Boumerdès, Mme Fouzia Naama, de cadres dirigeants de Sonatrach et d'autres cadres relevant de la wilaya de Boumerdes. Les travaux étaient passés à la phase de réalisation d'une unité de prise d'eau de mer, confiée à la société "Méditerranéenne des travaux maritimes (MEDITRAM)", tandis que les travaux de génie civil, d'électricité et de mécanique ont atteint des taux considérables. D'autres unités sont également sur le point d'être livrées,

notamment l'unité de chargement. Les équipements destinés au fonctionnement des différentes unités d'exploitation de la station sont en phase de réception. L'eau dessalée n'est pas une nouveauté pour les Algériens qui en ont au robinet depuis quelques années, dans plusieurs villes côtières. Entre 2025 et 2030, sept autres stations seront réalisées dans les wilayas de Tlemcen, Mostaganem, Tizi Ouzou (2 stations), Chlef, Jijel et Skikda, ce qui portera le taux à 60%, couvert par 25 stations de dessalement au total. L'Agence nationale de dessalement de l'eau de mer (ANDE), récemment créée, est impliquée dans ce programme. Le recours aux eaux non conventionnelles est dictée par l'impératif d'éviter les contrecoups des conditions climatiques difficiles que traverse le monde et l'Algérie n'est pas épargnée. Avec l'eau dessalée, la réutilisation des eaux usées épurées fait partie des eaux non conventionnelles qui ne dépendent pas des pluies et peuvent contribuer à la sécurité hydrique. La réutilisation des eaux épurées à des fins d'irrigation agricole est fondée sur la loi relative à l'eau et un décret exécutif portant sur les conditions de leur utilisation et des arrêtés ministériels, dont celui qui fixe les normes, c'est à dire comprenant les caractéristiques de l'eau à la sortie stations d'épuration.

M. R.

TUNISIE

Centrale solaire de 100 mégawatts en construction

Les travaux de construction d'une centrale d'énergie solaire, qui seront réalisés par un consortium chinois dans la province de Kairouan (centre), ont été lancés, selon les médias tunisiens et chinois, il y a quelques jours en présence de hauts dirigeants du gouvernement tunisien et des représentants chinois. Un consortium formé par la China Energy Engineering Group Tianjin Electric Power Construction Co., Ltd (Energy China) et la Northwest Electric Power Design Institute Co., Ltd de la China Power Engineering Consulting Group a entrepris conjointement ce projet, a indiqué XU Zhiyong, directeur général de la branche Tunisie de la compagnie Energy China et chef de projet. La compagnie Energy China assurera la fourniture de tout l'équipement, leur installation et leur mise en marche, ainsi qu'un volet de formation et de transfert d'expertise. La centrale d'énergie solaire aurait une capacité de 100 mégawatts. D'après les responsables tunisiens, il s'agit du premier projet solaire à grande échelle financé par des fonds émanant du secteur privé. Le projet est financé par plusieurs bailleurs de fonds, dont la Société financière internationale (SFI, du groupe de la Banque mondiale), la Banque africaine de développement (BAD) et Aema Power (des Emirats Arabes Unis). Ce projet de centrale photovoltaïque couvre une superficie de 200 hectares dans la zone El Moutabasita (Kairouan), ayant pour objectif de diversifier les sources énergétiques de la Tunisie, afin de faire progresser la transition énergétique du pays, a confié à Xinhua, Wael Chouchen, secrétaire d'Etat tunisien auprès de la ministre de l'Industrie, chargé de la transition énergétique. Par ailleurs, les médias tunisiens font remarquer que cela fait plusieurs années que les experts et observateurs ne cessent de mettre en avant le potentiel de la Tunisie dans la production d'énergies renouvelables et notamment solaire. Ils notent que la Tunisie, avec plus de 300 jours ensoleillés par an, dispose d'une grande capacité de production d'énergie solaire et par conséquent de l'hydrogène vert. Les mêmes sources soulignent que la loi de finances pour l'exercice 2024 accorde d'importants avantages pour la promotion des énergies renouvelables, qui vont de l'incitation à l'utilisation, au financement des projets de l'économie verte, en passant par le développement durable. Les médias tunisiens citent le cas des entreprises, qui peuvent bénéficier, entre autres mesures, d'un

amortissement supplémentaire de 30% dès la première année, sur les équipements et le matériel relatifs à la production d'énergies renouvelables. Pour l'utilisation des voitures et cyclomoteurs électriques, une réduction de 50% du droit pour la première immatriculation a été également octroyée. Les capacités d'énergies renouvelables installées en Afrique sont passées de 32,54 gigawatts (GW) en 2014 à 62,10 GW en 2023, enregistrant ainsi une évolution de 91% durant la dernière décennie, selon un rapport publié le 27 mars par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). Intitulé « Renewable capacity statistics 2024 », le rapport précise cependant que les capacités répertoriées sur le continent ne représentent que 1,6% des capacités renouvelables à l'échelle mondiale. (Sources : Agences)

CANADA

Les forêts brûlent

Jusqu'à 6.600 résidents ont été évacués dans la province canadienne de l'Alberta (ouest) en raison d'un feu de forêt déchaîné, ont rapporté mardi les médias locaux. La municipalité régionale de Wood Buffalo a émis l'ordre d'évacuation mardi après-midi après avoir déclaré l'état d'urgence local, a rapporté CBC News. L'ordre d'évacuation est en vigueur pour les quartiers de Beacon Hill, Abasand, Prairie Creek et Grayling Terrace. Plusieurs quartiers de Fort McMurray ont été évacués pour laisser la place aux pompiers, selon le rapport. Tous les habitants de la zone d'évacuation ont reçu l'ordre de quitter les lieux avant 16h, heure des Rocheuses (22h00 GMT), a indiqué la municipalité. Selon CBC News, Jody Butz, le chef des pompiers de la région, a déclaré que l'ordre affecterait jusqu'à 6.600 personnes dans la zone d'évacuation. Les routes locales et les autoroutes étaient encombrées de véhicules mardi après-midi, les habitants fuyant vers le sud, selon le rapport. Selon le Centre interservices des feux de forêt du Canada, 134 incendies étaient en cours dans tout le pays mardi, dont 43 étaient hors de contrôle. Le gouvernement canadien a prévenu que des températures supérieures à la normale dans l'ensemble du pays pourraient accroître les risques d'incendie de forêt. Plus d'une dizaine de brasiers inquiètent les autorités au nord-est de la Colombie-Britannique. Si bien qu'à Fort Nelson, directement menacée par un incendie de forêt qui se trouve à moins de deux kilomètres de la ville, 3 500 personnes ont dû être évacuées. La saison 2023 des incendies de forêt au Canada est la plus destructrice jamais enregistrée. Selon la base de données nationale canadienne sur les incendies, 7.131 incendies ont été enregistrés dans tout le pays en 2023, brûlant une superficie record de 17.203.625 hectares. (Source : Xinhua french et Agences)

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les énergies renouvelables sont généralement définies comme des sources d'énergie qui se renouvellent en permanence. Elles comprennent l'énergie solaire et éolienne, ainsi que la bioénergie (matière organique brûlée comme combustible) et l'énergie hydroélectrique.

Repéré pour vous

En 2024, en Chine, le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale a à son ordre du jour, un code de l'environnement. Il s'agit d'intégrer et réviser globalement les lois et règlements existants en matière d'environnement tout en sollicitant largement l'avis du public.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE SYMPHONIQUE

Ouverture du 13^e à l'Opéra d'Alger

Le Festival culturel international de musique symphonique (FCIMS), s'est ouvert jeudi soir à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, lors d'une cérémonie officielle en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji.

Rhaussé par la présence de membres du gouvernement, de représentants de hautes institutions de l'Etat et du corps diplomatique accrédité en Algérie, le spectacle d'ouverture a été animé par les Orchestres symphoniques de l'Opéra d'Alger et de "Suzhou" de la Chine, invitée d'honneur de cette édition, sous la direction, en alternance, des maestros, Lotfi Saïdi et Chen Xieyang. Dans son allocution, la ministre de la Culture et des Arts a affirmé que le Festival international de musique symphonique est devenu "un rendez-vous international qui réunit de grands noms de la musique universelle".

L'ouverture de la 13^{ème} édition de cet événement, a-t-elle souligné, "coïncide avec le 16 mai, Journée internationale du vivre-ensemble en paix, initiée par l'Algérie et adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2017, sur proposition de l'Algérie". Pour Mme Mouloudji, le choix de cette date-symbole "confirme l'engagement et l'attachement des dirigeants politiques, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux principes de la propagation de la paix et du rejet des attaques à la souveraineté et à la sécurité des peuples". Pour sa part, le commissaire du Festival, Abdelkader Bouazzara, a relevé que l'organisation de ce festival dédié à la musique symphonique est "l'aboutissement d'une longue sensibilisation du public à la musique universelle et insérer l'Algérie dans cet univers". Sous la direc-



tion en alternance du maestro chinois Chen Xieyang et le chef d'orchestre algérien Lotfi Saïdi, les instrumentistes des deux ensembles ont revisité des pièces célèbres de la musique universelle devant un public nombreux. Des pièces de Georges Bizet, de Carl Orff avec une adaptation de "Carmina Buana", de Tchaikovsky, ou encore "danses polovstiennes" de Alexandre Borodine, ont été exécutées par les deux orchestres dans une ambiance originale. Le spectacle a été également marqué par la participation du Chœur polyphonique de la wilaya d'Alger et du chanteur du malouf, Abbès Righi. En hommage à la Palestine et au combat des Palestiniens contre l'occupation sioniste, l'interprète de l'andalou Asma Alaa, a rendu "asbah andi el ane boundoukiya" (J'ai maintenant un fusil), chanson composée par Mohamed Abdelwahab sur un poème écrit par Nizar Kabbani. Chantée, pour la première fois en 1968 par Oum Keltoum, la chanson salue la lutte et la

résistance des Palestiniens face à l'ennemi sioniste. Les ministres des Finances, Laaziz Faïd, de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, le président de la Cour Constitutionnelle, Omar Belhadj, le Conseiller auprès du président de la République chargé des finances, des banques, du budget, des réserves de change, des marchés publics et des règlements internationaux, Mohamed Boukhari, ont assisté à la cérémonie d'ouverture, aux côtés de représentants de différentes institutions et du corps diplomatique accrédité en Algérie. Outre l'Algérie, pays hôte représenté par l'orchestre symphonique de l'Opéra d'Alger, des ensembles venant de treize pays, notamment d'Allemagne, France, Italie, Autriche, Egypte, Syrie, Tunisie, République Tchèque, Russie et du Venezuela, qui marque sa première participation à cet événement, animeront la 13^{ème} édition de cet événement dédié à la musique savante.

DJELFA

La ministre de la Culture préside l'ouverture du Salon national du livre

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Soraya Mouloudji, a donné, mercredi soir à Djelfa, le coup d'envoi officiel des festivités du "Salon national du livre" organisé par son département dans cette wilaya à travers l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG). En marge de l'ouverture de cette manifestation, la ministre a précisé que ces festivités marqueront le lancement d'une série de salons nationaux qui seront organisés à travers l'ensemble des wilayas du pays durant la période allant du 15 mai à la fin de l'année en cours. Ces salons concerneront, dans un premier temps, six wilayas de différentes régions du pays. "Nous avons élaboré notre approche culturelle d'urgence qui met l'accent sur le livre en tant que matière vitale et stratégique (...) Nous avons également activé des mécanismes qui étaient restés gelés, tels que le calcul de la redevance sur la reproduction linéaire", a déclaré Mme. Mouloudji. La ministre a mis en exergue les efforts continus de son secteur pour dynamiser le marché du livre, élargir le lectorat et diffuser la connaissance, en application des instructions du président de la République, M.



Abdelmadjid Tebboune. Mme Mouloudji a ajouté que dans le cadre des efforts de son département ministériel, un forum du livre a été créé, à travers lequel des centaines de rencontres importantes ont été organisées dans les bibliothèques et les espaces de lecture publics dans les différentes wilayas du pays. De même, le concours de lecture a été encouragé à travers des compétitions organisées au niveau des établissements sous tutelle." La ministre a indiqué que ces manifestations, auxquelles prennent part des maisons d'édition de différentes wilayas du pays, avec la participation d'écrivains de

Djelfa et d'ailleurs, prévoient un riche programme avec l'organisation de nombreuses activités culturelles et intellectuelles telles que des conférences, des colloques et des ateliers de lecture dédiés aux enfants. Elle a, par ailleurs, souligné que le choix de Djelfa "n'est pas fortuit" précisant qu'il vient en application des engagements envers cette wilaya qui compte des créateurs et des élites qui ont honoré l'Algérie dans de nombreuses manifestations arabes et internationales. A ce titre, la wilaya a déjà organisé en février dernier le Forum international du roman et aujourd'hui, un salon national du

livre. Sillonnant les différents pavillons du salon organisé à la salle omnisports "Azzouzi", au chef-lieu de la wilaya, Mme Mouloudji a eu quelques échanges avec les exposants parmi les jeunes éditeurs, écrivains et littéraires innovants, autres des poètes et des universitaires. Un grand espace a été consacré aux enfants, avec au programme de nombreuses activités, des ateliers de dessin et d'écriture. Le salon qui porte le nom du poète et philosophe Abbas Bouhhal, originaire de la wilaya de Djelfa (1953-2006), constituera également une occasion pour faire connaître les intellectuels, écrivains et poètes de la région, à travers un programme diversifié, de conférences, soirées poétiques et séances de ventes-dédiées. Cette manifestation qui s'étalera jusqu'au 25 mai, verra la participation de 49 maisons d'éditions de différentes wilayas, réparties sur 42 pavillons, sur une superficie de 800m², avec 12.000 titres. Ce salon national du livre sera une occasion pour le public de rencontrer des personnalités littéraires illustres telles que Wasini Laaredj, Rabia Djelti et Lezhari Lebtar, et de découvrir de jeunes romanciers et poètes talentueux.

THÉÂTRE

La générale de la pièce "Ed'Diplomassi zewed'ha" présentée à TNA

La générale de la pièce de théâtre "Ed'Diplomassi zewed'ha", qui explore la fragilité et les appréhensions injustifiées chez l'individu qui finit par s'abandonner à la peur, a été présentée, jeudi à Alger, devant un public relativement nombreux. Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), le spectacle a été mis en scène par Khaled Ouenougui sur une fusion judicieuse de sa conception des textes, "Un diplomate" et "Le drame", deux nouvelles du grand dramaturge russe Anton Tchekhov (1860-1904). Produit par le Théâtre régional "Ahmed-Benbouzid" de Djelfa, "Ed'Diplomassi zewed'ha", représentera l'Algérie en Russie, lors du 42^e Festival international du théâtre "Melikhovskaya Vesna" (le printemps à Melikhovo), prévu du 17 au 26 mai dans la ville du dramaturge russe "Melikhovo" (70 kilomètres au sud de Moscou). Le traitement dramaturgique du texte, ayant été soumis aux bons soins du critique et enseignant à l'Institut supérieur des métiers des Arts du spectacle et de l'Audiovisuel (ISMAS), Brahim Nouel, le spectacle, d'une durée de 60 mn, raconte l'histoire de quatre jeunes comédiens en devenir, qui s'exercent dans la préparation d'une pièce de théâtre, où le spectre de voir le présent et le passé s'affronter nourrit en eux des peurs intenses. "La peur pour soi et pour les autres, est un phénomène que l'on se crée soi-même sans se rendre compte !...", explique le metteur en scène qui suggère pour vaincre ses peurs, d'opter plutôt pour la "voie de l'amour, de la joie de vivre, et de la tolérance dans la vie". Promis à de belles carrières, les jeunes comédiens, Mohamed Amar (El Hodhi), Kamel Ouenougui (Aristakh1), Kamel Djelfaoui (Mikhaél) et Khaled Benlahrèche (Aristakh 2), ont rendu une prestation pleine et réussie devant un public recueilli, parmi lequel les directeurs du TNA, du TR de Djelfa et de l'ISMAS, Mohamed Yahiaoui, Abdenacer Khellaf et Mohamed Boukerras, respectivement. Au regard des exigences dictées par le spectacle, à savoir, la maîtrise des techniques du théâtre, savoir concilier le "courant de l'Ecole réaliste", à celui du "comique ou burlesque" tout en donnant la juste mesure à l'"exagération dans le drame" et l'équilibre entre des intonations aux registres de jeu différents, les comédiens ont réussi à porter la densité du texte, occupant tous les espaces de la scène dans des échanges directs, ascendants et soutenus. La scénographie, œuvre d'Ahmed Rezzag, également conseiller artistique du metteur en scène, aura été d'un apport concluant au spectacle car suggérant deux espaces, un intérieur avec une entrée et un bureau, et un extérieur avec une charrette orientée côté cour et attachée à une longue laisse qui insinue la présence de chevaux. L'ambiance feutrée, voire sombre créée par un éclairage de circonstance, a appuyé le climat d'anxiété et de peur, thématique première du spectacle, également soutenue par un choix de bruitages et de corpus musicaux efficace, qui a bien servi les atmosphères de la trame dans ses différentes situations, empreintes d'anxiété et d'incertitudes. "Eviter les appréhensions inutiles et évacuer les peurs injustifiées pour se tourner vers les autres avec le sourire et la joie du vivre ensemble, est la seule voie du salut pour l'individu qui cherche à vivre dans la paix et la sérénité !...", a conclu Khaled Ouenougui. A l'issue du spectacle les comédiens, le metteur en scène, et l'ensemble du personnel technique ont été longtemps applaudis, après avoir salué le public sur les airs emballants de "Kalinka", une des chansons populaires russe.

Recette du jour



Couscous

Ingrédients pour 4 personnes:

- 600g Couscous moyen
- 2 C. à soupe d'huile d'olive
- Eau, sel, Poivre, Huile d'olive
- 1 kg Viande d'agneau
- 6 Pilons de poulet (assaisonnés avec du sel, poivre, paprika, gingembre, persil ciselé)
- 6 Merguez, 2 Oignons, 4 Tomates
- 4 Carottes, 3 Navets, 3 Courgettes
- 2 Branches de céleri sans le feuillage
- 2 Poignets de pois chiches cuit
- 2 C à soupe de concentré de tomates
- 1 C à café de gingembre
- 1 C à café de curcuma
- 1 C à café de paprika
- 1 C à soupe de ras el hanout
- 1 Tube d'harrissa

Étapes de préparation

- Faites revenir les morceaux d'agneau avec un filet d'huile d'olive dans la marmite du couscoussier.
- Préchauffez le four à 180°C.
- Ajoutez les oignons mixés et

laissez dorer pendant 10 minutes en retournant les morceaux de viande d'agneau.

- Ajoutez le curcuma, gingembre, paprika, ras el hanout, saler et poivrer. Puis mélangez bien.
- Ajoutez les tomates pelées, épépinées et mixées avec le concentré de tomates et le céleri coupé en tronçons. Faites cuire 40 à 50 minutes.
- Epluchez les carottes et les navets et ajoutez-les entiers dans la marmite. Laissez cuire pendant 20 minutes.
- Ajoutez les courgettes entières, l'oignon épluché et émincé. Puis continuez la cuisson pendant 20 minutes.
- Pendant ce temps-là, assaisonnez les pilons de poulet avec du sel, poivre, gingembre, paprika et un peu d'huile d'olive. Disposez-les dans un plat à four et enfournez pendant 15 à 20 minutes.
- Faites cuire les merguez dans une poêle avec un peu d'huile ou au grill de votre four jusqu'à ce qu'elles soient bien dorées.

- Pendant ce temps, préparez les graines de couscous. La dernière étape de sa cuisson, se fera avec la vapeur dégagée du bouillon et des légumes du couscous préparés précédemment.

- Pour la préparation de la semoule, mettez le couscous dans une passoire et rincez-le très vite (juste un jet d'eau et égouttez-le). Mettez-le dans un grand contenant pour pouvoir le travailler facilement. Ajoutez 2 cuillères à soupe d'huile et travaillez avec les mains en frottant la semoule. Continuez jusqu'à ce qu'il n'y est plus de grumeaux et laissez-le reposer à l'air ambiant pendant 10 minutes.
- Ajoutez de l'eau dans la partie basse du couscoussier et mettez la semoule dans la partie haute. Laissez cuire 20 minutes à partir de l'échappement de la vapeur. Remettez la semoule dans un grand récipient plat avec des rebords. Et travaillez le couscous avec une cuillère en bois.
- Rajoutez l'équivalent d'un verre d'eau avec le sel, tout en le travaillant au fur à mesure, au début avec la

cuillère en bois et dès que possible avec les mains. Laissez reposer un peu et remettez le couscous dans le couscoussier pour 20 minutes de cuisson supplémentaire à partir de l'échappement de la vapeur. Réitérez cette étape et ajoutez encore une fois un verre d'eau. Continuez à travailler délicatement votre couscous.

- Laissez reposer la semoule et remettez-la dans le couscoussier pour 20 minutes de cuisson. Et finissez avec de l'huile d'olive. La quantité dépendra de vous et de votre goût. Ajoutez-en 5 à 6 cuillères à soupe et vous verrez par la suite pour en rajouter ou non. Travaillez le couscous pour bien faire adhérer le gras aux graines de couscous.

Pour dresser le couscous dans un plat, déposez les grains de couscous et faites un puit. Ajoutez-y de la sauce et déposez les viandes et les légumes. Ajoutez un verre de sauce dans les pois chiches cuits préparés au préalable.

Gâteau du Jour

TARTE AUX FRAISES

INGRÉDIENTS

Pour la pate sablée (qui peut couvrir un moule de 27 cm de diametre facilement):

- 250 gr farine
 - 110 gr de sucre glacé
 - 130 gr beurre
 - 40 gr d'amandes en poudre
 - 1 oeuf
 - vanille en poudre
- Pour la crème pâtissière:**
- 500 ml de lait
 - 130 gr de sucre en poudre
 - 4 jaunes d'oeuf
 - 50 gr de maïzena
 - 1 gousse de vanille

Pour la décoration:
fraises bien fraîches
nappage ou confiture de fraises

INSTRUCTIONS

préparez le fond de tarte: tamisez la farine, le sucre et la poudre d'amande dans une jatte, ajoutez le beurre en morceaux à température ambiante et sablez le mélange entre les mains. fouettez l'oeuf avec la vanille, et versez dans le mélange précédent



ramassez la pâte en une boule, et la laissez reposer au frais, pendant 30 minutes.

Préchauffez le four à 180°C, th.6. Étaler la pâte, et garnir un moule à tarte. Piquez le fond de pâte avec une fourchette, couvrez de papier de cuisson et placez dessus des haricots blancs enfournez pour cuire la pâte à blanc. Quand elle est cuite, et un peu dorée, laissez la refroidir.

Préparez la crème pâtissière: Fendez la gousse de vanille en deux, grattez les graines et mettez l'ensemble dans le lait que vous porterez à ébullition. Dans un saladier, fouettez les jaunes et le sucre jusqu'à ce que le mélange blanchisse. Ajoutez ensuite la maïzena. Versez le lait bouillant sur le mélange précédent, remuez bien. Puis remettez le tout dans la casserole. Faites épais-

sir, sans cesser de mélanger.

montage de la tarte: apres refroidissement du fond de tarte et de la crème patissiere, placez la pâte sablé, sur un plat de service, garnir avec la crème pâtissière un peut fouetter. garnissez avec les fraises selon votre gout, et nappez le dessus avec de la confiture de fraises un peu chauffée Placez au frais. Dégustez bien frais !

Conseil du jour la mauvaise haleine

Tenir une tranche de concombre sur le palais de votre bouche avec votre langue pendant 90 secondes. Les phytochimiques contenus dans le concombre travaillent comme des petits guerriers, combattant les bactéries responsables de la mauvaise haleine.

Le saviez-vous ?



La Spiruline

La Spiruline n'est pas un légume mais une algue, capable de donner un coup de pouce à votre système! Elle aide à détoxifier le sang, d'où son effet boost énergétique. Vous vous sentirez revitalisée et pleine de force, prête à

dévaler toutes les pistes de course, tout comme les deux coureurs qui illustrent notre visuel!



Bon à savoir !

Sélection d'aliments stars pour une detox pleine de gourmandise et d'équilibre : du curcuma anti-inflammatoire, au chocolat noir riche en antioxydants, en passant par les avocats onctueux, si bons pour le cœur, et les pois chiches, véritables champions des protéines.

Astuce du jour:

Certains légumes peuvent rendre beaucoup d'eau en cuisant. Pour éviter de noyer vos tartes et gratins, laissez dégorger vos légumes une bonne demi-heure dans une passoire, après les avoir coupés et saupoudrés de sel. Rincez-les et essuyez-les avec un torchon propre et les voici prêts à être cuisinés

CITATION DU JOUR

« Une amitié née des affaires vaut mieux qu'une affaire née de l'amitié. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER
A : L'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO
Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble
Kheerouf -Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdialgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 18 MAI 2024 - PRIX : FADJR- PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 400 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Encore un beau spectacle au Caroubier

Encore une belle épreuve à l'hippodrome du Caroubier pour le grand bonheur des spécialistes, des épreuves hippiques qui reviennent avec plaisir s'abonner à leur hobby préféré, assister à une passionnante épreuve, comme il sera le cas ce samedi où une épreuve de bonne composition nous est proposée où elle réunira quinze coursiers pur sang arabe de 4 ans et plus de valeur et de qualité technique et physique sensiblement égales au rond de présentation sur une distance de 1400m qui ne devrait laisser aucun concurrent, car ils prendront le départ sur le même pied d'égalité pour la simple raison, ils se sont tous passés sur la même distance du jour. Pour cela, le pronostic reste encore compliqué en pareille circonstance, pratiquement tous les concurrents en lice ont des chances de figurer sur le podium et voilà donc il faut s'attendre à une arrivée royale dont le prix Fadjr qui est le support du pari PMU-tiercé, quarté et quinté.

1. FATEH D'HEM. Il aura pour lui ce choix de l'efficace jockey W. Djellaoui qui préfère défendre ses chances.

2. CHALHANI. Le jeune mâle rompu à ce genre d'épreuves et qui vient de se comporter lors de ces dernières sorties.

3. BENHIDAR AL HOCEIN. Il n'est pas constant dans ses sorties, peut-être dans une large combinaison.

4. MYLAN. Il est toujours dans l'argent, ce coursier jouera les premiers rôles.

5. EZZAIM. Aléatoire

6. KIRTA. Ce beau mâle de 6 ans s'est comporté comme un as lors de ses dernières sorties.

7. HOLM DILMI. Ce n'est pas un modèle de régularité, il lui faudra beaucoup de moyens pour avoir une place à l'arrivée.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
F. METIDJI	1	FATEH D'HEM	WF. DJELLAOUI	57	5	H. FATMI
Y. TEDJANI	2	CHALHANI	H. RAACHE	57	14	PROPRIÉTAIRE
I. CHENIHI	3	BENHIDAR AL HOCEIN	F. CHAABI	57	7	PROPRIÉTAIRE
Y. DELALDJA	4	MYLAN	O. CHEBBAH	57	2	PROPRIÉTAIRE
I. CHENIHI	5	EZZAIM	F. AMMAR	57	3	PROPRIÉTAIRE
A. BENAYAD	6	KIRTA	AB. ATTALLAH	57	8	PROPRIÉTAIRE
B. NAIDJA SAHRAO	7	HOLM DILMI	A. HAMIDI	57	10	PROPRIÉTAIRE
CB. MISSAOUI	8	ORGAID	A. KOUAOUCI	56	9	PROPRIÉTAIRE
ABZ. LAMICI	9	NAGOR	T. ALI OUAR	56	11	PROPRIÉTAIRE
A. BENSALAH	10	HOULM D'HEM (0)	AH. CHAABI	55	15	M. BENDJELLALI
A. SAADOUN	11	FIRAS	CH. ATTALLAH	55	1	PROPRIÉTAIRE
D. HAMANI	12	GHAFLA	D. BOUBAKRI	55	13	S. ROUANE
MZ. METIDJI	13	GHAZI D'HEM	JJ:MD. ASLI	54,5	4	K. ASLI
A. HAMIANE	14	HALA	AL. TIAR	54	6	PROPRIÉTAIRE
HARAS DE LAHBIL	15	GEM SAM	JJ:AB. AIDA	52,5	12	C. AIDA

8. ORGAID. Il vient de réaliser une belle performance à Zemmouri en se classant 3eme sur la même distance celle du jour.

9. NAGOR. Le lot présent aura la tâche difficile de figurer sur le podium.

10. HOULM D'HEM. Suite aux bons résultats dans les deux dernières performances est reconduit par le talentueux jockey Hakim qui a bien joué son rôle d'un grand pilote.

11. FIRAS. Ce jeune poulain est un spécialiste des distances réduites à celle du jour.

12. GHAFLA. Attention cette femelle a de grands moyens physiques jouera un rôle important dans cette compétition.

13. GHAZI D'HEM. Ce jeune mâle a les moyens d'être sur le podium.

14. HALA. Au-dessous du lot.

15. GEM SAM. Si il sera comme lors du 10 février dernier, il aura une place à l'arrivée.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

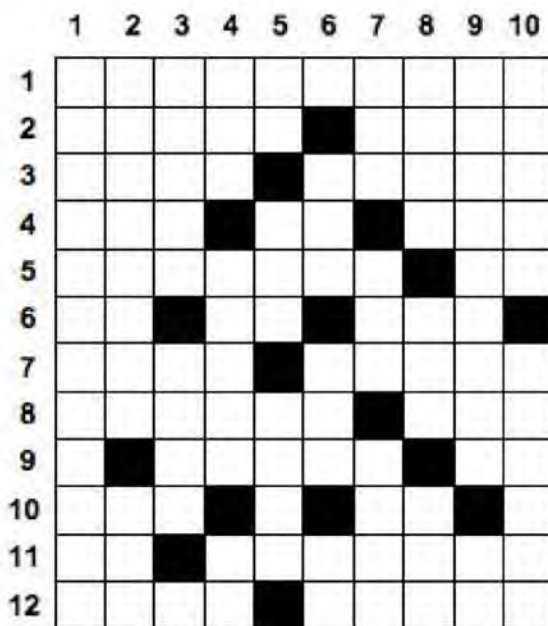
MON PRONOSTIC

10. HOULM D'HEM - 6. KIRTA - 2. CHALHANI - 4. MYLAN - 8. ORGAID

LES CHANCES

13. GHAZI D'HEM - 12. GHAFLA

MOTS CROISÉS N°89



HORIZONTALEMENT

1 - Blâmer quelqu'un avec autorité - 2 - Touche le cœur - Coule en France - 3 - Matériau de construction - Déformées - 4 - Fait le hère - Sur une borne - Lettres de réussite - 5 - Sans chef - Néon - 6 - Stère - Brillait sur le Nil - Direction - 7 - Préfixe - Enveloppes des oreillers - 8 - Cétones - Napperon - 9 - Bouilles - Réfléchi - 10 - Rebut - Façons d'agir - 11 - Suit le docteur - Petite lanière de cuir - 12 - Timbres - Risquées.

VERTICALEMENT

1 - Vengeances - 2 - Diviser quelque chose à l'extrême - Préfixe - 3 - Mesurée - Érucite - 4 - Milieu populaire - Siège royal - Suit le docteur dans sa spécialité - 5 - En amont - Roue - Pays - 6 - Tête de canard - Demi glossine - De trop - 7 - Arrivés en criant - Mer anglaise - Files - 8 - Forme de devoir - Domicilié - Voir à Londres - 9 - Épuisées - Signe musical - 10 - Demeure - Quantités de rondins.

MOTS FLECHÉS N°89

Faux brave Invalidation	Grincheuse Signe musical	Pubères Romains	Abject Acide	Éraillé Points cardinaux
Flâner	De glace	En l'air Consonne double	Drame nippon Négo-ciées	Vague
Marteau		Étoile des toiles	Fait le hère Tantale	Sage
Sonore	Brillait sur le Nil Couleur	Mesure	Mélodies Grugés	
Tranché	Pilote Heureux gagnant	Coule en France De près	Cheville Milieu populaire	Suit le docteur
Astate		Rebut	Perles fines	
		Slave	Cheville	

MOTS MASQUÉS N°89

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Casanier (11 lettres)

F	E	P	T	N	E	I	R	O	T	N	E	V	E	A	V	E	P
E	I	R	D	R	A	T	E	R	E	S	S	A	M	I	T	R	N
R	N	E	U	E	U	S	S	I	N	I	A	N	S	S	I	O	E
R	E	I	R	S	N	E	D	R	O	H	T	O	U	E	M	O	R
D	I	J	S	E	U	E	G	U	A	J	N	J	R	R	E	E	I
E	A	A	E	U	O	N	E	R	V	I	U	E	E	G	S	D	O
T	G	R	L	T	E	E	T	S	I	L	N	S	T	R	I	I	F
U	A	E	D	C	I	E	S	I	R	P	O	E	E	A	O	A	T
E	R	R	D	D	A	E	S	S	A	N	I	I	R	S	T	R	N
M	S	U	N	R	M	T	E	R	R	A	S	R	E	E	E	E	A
E	E	M	U	U	R	T	E	V	R	O	I	E	T	N	M	T	S
R	N	R	O	O	O	E	L	U	O	B	V	S	N	I	I	R	U
I	E	A	R	S	E	E	L	R	E	P	M	E	I	A	T	E	E
A	C	F	B	C	L	L	E	S	T	E	A	I	G	H	L	N	N
H	S	O	R	D	A	I	S	T	E	R	E	B	R	A	U	I	I
C	N	E	E	R	E	T	R	A	E	T	S	E	V	O	R	R	O
D	I	D	S	U	T	A	I	H	E	T	R	U	O	C	I	A	M
T	E	T	E	I	D	E	T	R	A	T	E	R	I	O	N	R	G

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ARMURE - ARRET - ARTÈRE - BÉRET - BOND - BOULE - CHAIR - CLAIR - COURTE - DAIS - DARD - DIÈTE - ÉMEUTE - ESPOIR - ÉVENT - FIERE - FOIRE - FRAISE - GARAGE - GARS - GRAS - HAINE - HIATUS - HORDE - INERTE - INTÉRÊT - ISSUE - JAUGE - JUSTE - LESTE - LISTE - MASSE - MIROIR - MOINE - NAIN - NASSE - NERVI - NOIRE - ORIENT - ORMAIE - ORVET - PERLE - PRIÈRE - PRISE - RAIDE - REJET - RETARD - ROUND - SCENE - SERIE - SERMON - SOURD - TARTE - TIERCE - TOISE - ULTIME - USANT - USINE - USURE - VESTE - VISON - VISION.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS N°88

1. Vilipender - 2. Inédite - Té - 3. Lésé - Êtres - 4. Lg - Son - Est - 5. Eat - Idée - 6. Glus - Ut - Li - 7. Ruée - Sac - 8. Ténès - Test - 9. Une - Star - 10. Rt - Let - Ino - 11. Erres - Néon - 12. Seau - Rusés.

VERTICALEMENT :

1. Villégiatures - 2. Inégal - Entre - 3. Les - Turne - Râ - 4. Ides - Sue - Leu - 5. Pi - Oi - Esses - 6. Étendue - TT - 7. Net - Et - Ta - Nu - 8. Rée - Séries - 9. Êtes - Las - Noé - 10. Restrictions.

MOTS FLÉCHÉS N°88

HORIZONTALEMENT :

Réfecteur - Veules - Tm - Car - In - Tee - Nuitées - H.T - Dé - Tel - Usé - Têtes - Pré - Ur - Sue - Ères - Aéra - Asinien - Etna - Net - Pesée - Gère.

VERTICALEMENT :

Devantures - Ré - Ace - Gris - Féru - Séries - Élu - Ides - Ente - Élite - Usine - Scène - Tr - EA - Ts - Été - An - Lé - Tsé-tsé - Né - Ute - Leurrer -

MOTS MASQUÉS N°88 BOURLINGUER

Huit morts et 260 blessés en 24 heures

Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 260 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique vendredi un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile sont intervenus pour repêcher les corps de deux personnes décédées par noyade dans les wilayas d'Oum-Bouaghi et Ain Defla, alors que les opérations de recherches de trois (3) disparus à Alger et Chlef sont toujours en cours, souligne la même source.

Démantèlement d'un réseau d'émigration clandestine par mer à Tiaret

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tiaret ont réussi, récemment, à démanteler un réseau composé de six individus spécialisé dans l'émigration clandestine par mer, a-t-on appris, jeudi, du groupement territorial de ce corps de sécurité. La cheffe du Bureau d'Information et Communication, le capitaine Manal Ziani, a expliqué que cette opération a été menée par les membres de la brigade de recherche de la Gendarmerie nationale, après avoir reçu des informations sur l'activité de cette bande sur le territoire de



la wilaya, ajoutant que les investigations ont été intensifiées pour traquer la présence des membres de ce réseau et leur mode

d'action. L'opération a permis l'arrestation des six membres du réseau, qui recevaient des sommes s'élevant à 1,3 million de dinars par personne, en

échange de leur transport via des traversées clandestines par mer, depuis les côtes de certaines wilayas de l'Ouest. Une somme de 5,5 millions de dinars a également été saisie, provenant des revenus des activités prohibées de cette bande, ainsi que deux véhicules ayant servi à la mise en œuvre de ses projets criminels. Les individus arrêtés seront déférés devant les instances judiciaires compétentes, sous l'accusation du délit de constitution d'une association de malfaiteurs, en vue de planifier un délit, ainsi que du délit d'organisation et de facilitation du trafic illicite de migrants par mer depuis le territoire national.

La Grèce durcit les peines pour les incendies de forêts criminels

Le ministre grec de la Protection civile a annoncé, mercredi, que les personnes condamnées pour des incendies criminels risquaient désormais de se voir infliger des peines plus sévères, à un moment où la Grèce est en proie à des températures particulièrement élevées et à des incendies de forêt précoces. "Le code pénal a changé, l'incendie criminel par négligence n'est plus un délit" mais un crime, "même s'il n'y a qu'un seul mort", a expliqué Vassilis Kikilias à la radio privée, Talk Radio, faisant allusion aux amendements entrés en vigueur début mai. Le ministre, chargé également du Changement climatique, a précisé que les auteurs de ces crimes pouvaient être condamnés jusqu'à 20 ans de prison et à une amende susceptible d'atteindre 200.000 euros. Fin avril, la cour pénale d'Athènes avait prononcé des peines avec sursis et rachetables - moyennant paiement de quelque 40.000 euros - à l'encontre de six des 21 inculpés à la suite de l'incendie en 2018 de Mati, une station balnéaire près de la capitale grecque, le pire que la Grèce ait connu (104 morts). Une décision de justice qui a suscité un tollé et la colère des proches des victimes. La semaine dernière, le parquet d'Athènes a fait appel de ce jugement et un procès en deuxième instance de l'ensemble des 21 accusés doit prochainement avoir lieu. La Grèce a enregistré des températures plus hautes que d'habitude au cours des deux derniers mois, après des pluies insuffisantes en hiver et au printemps.

Secousse tellurique de 3 degrés dans la wilaya de Bouira

Une secousse tellurique de magnitude 3 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée jeudi à 19h05 dans la wilaya de Bouira, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 6 km au sud-ouest de Guerrouma, précise la même source.

France : 85 cas de choléra à Mayotte

Le nombre de cas de choléra à Mayotte s'élève désormais à 85, selon un nouveau bilan communiqué vendredi par l'agence sanitaire française. "Au 15 mai 2024, 85 cas de choléra ont été signalés à Mayotte depuis le premier cas le 18 mars 2024, dont 68 sont des cas autochtones", indique Santé publique France dans un point épidémiologique hebdomadaire.

Un précédent bilan, livré par le ministre délégué à la Santé Frédéric Valletoux mardi après-midi à l'Assemblée nationale, faisait état de 76 cas. L'épidémie a fait un mort, une fillette de trois ans, et sept cas nécessitant des soins

de réanimation. La grande majorité des cas (61) ont été détectés dans la commune de Koungou, dans un quartier précaire avec des difficultés d'accès à l'eau potable et des défauts d'assainissement, principaux risques de diffusion de la maladie, rappelle Santé publique France.

"Cette transmission communautaire du choléra à Koungou et le risque d'importation de nouveaux cas de choléra des Comores exposent Mayotte à un risque de transmission locale sur tout le territoire, en particulier dans d'autres quartiers précaires", souligne cette source. Un nouveau foyer a ainsi été signalé il y a trois jours sur la commune

de M'tzangamouji. Un protocole pour éviter la propagation de la maladie prévoit la désinfection du foyer du malade, l'identification et le traitement des cas contacts et une vaccination "en anneaux", élargie progressivement. Au 13 mai, 4.456 cas contacts avaient été vaccinés sur l'île, précise l'agence, qui participe notamment à l'acquisition et à l'envoi de vaccins depuis la métropole. Les premiers cas de choléra à Mayotte ont été recensés mi-mars chez des personnes revenant des Comores voisines, où l'épidémie flambe. Les premiers cas chez des patients n'ayant pas quitté l'île sont apparus fin avril.

Saisie de 15.000 capsules de psychotropes et arrestation d'un suspect à Ouled Djellal

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Sidi Khaled, (Ouled Djellal) ont saisi 15.000 capsules de psychotropes et arrêté un suspect activant au sein d'un réseau criminel spécialisé dans le transport et le trafic de psychotropes, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. "Exploitant des informations relatives à l'intention de plusieurs personnes de conclure une vente suspecte de psychotropes pour les revendre dans la ville d'Ouled Djellal, les policiers ont intensifié la surveillance parvenant à arrêter le suspect principal, un quadragénaire originaire d'une wilaya du Sud du pays, à saisir ladite quantité de psychotropes", a ajouté le communiqué. L'enquête approfondie en coordination avec le parquet local a permis d'identifier les autres membres du réseau, selon la même source. Le suspect a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'Ouled Djellal pour "trafic de produits pharmaceutiques à effet de drogue, possession, transport et stockage de psychotropes d'une manière illégale en vue de la vente", a-t-on indiqué.

Près de 2 tonnes de méthamphétamine saisies en Espagne

La police espagnole a annoncé jeudi avoir saisi 1.800 kilos de méthamphétamine que l'un des deux cartels mexicains les plus redoutables, le cartel Sinaloa, tentait de distribuer en Europe, et a




procédé à l'arrestation de cinq personnes dont le leader mexicain de l'opération. La drogue a été découverte dans la région d'Alicante, dans l'est de l'Espagne, et il s'agit de "la plus grosse saisie" de cette

drogue "en Espagne et la deuxième plus importante en Europe", a annoncé Antonio Martinez Duarte, chef de l'unité de répression du trafic de drogue et du crime organisé au sein de la police nationale, lors d'une conférence de presse. "Parmi les personnes interpellées se trouve un citoyen mexicain, qui est lié au cartel de Sinaloa d'après nos échanges avec les autorités mexicaines", a-t-il

poursuivi sans nommer le suspect, chargé de réceptionner la drogue en Espagne puis de la distribuer en Europe. Le cartel de Sinaloa est l'un des groupes criminels les plus anciens, les plus importants et les plus violents du Mexique, et dont l'influence reste forte malgré l'arrestation de son fondateur Joaquin "El Chapo" Guzman, ou celle, plus récente, de son fils Ovidio, en janvier 2023.

EXPRESS-HISTORIQUE

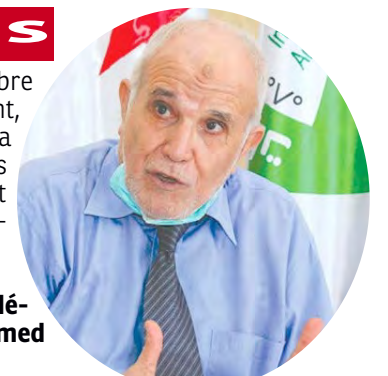
On ne scie jamais !

<p>Une scie est un outil à une lame dentée en acier trempé, destinée à couper des matériaux tels que le bois, la pierre, les métaux... Elle est actionnée par divers moyens tels que la force musculaire, l'électricité ou l'eau.</p> 	<p>La scie à format est une scie composée d'un groupe de sciage fixe. C'est l'opérateur qui pousse la pièce à scier à l'aide de la table mobile.</p> 	<p>Mais la plus redoutable des scies, est celle-ci !</p> 
---	--	--

MISE AUX POINGS

«L'entente nationale repose sur le libre choix par le citoyen de son représentant, c'est ainsi que l'Algérie se prépare à la prochaine élection présidentielle dans un climat convivial et serein, confirmant ainsi le caractère démocratique du processus électoral»

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi



DIALOGUES AU FORUM RUSSIE-MONDE ISLAMIQUE À KAZAN

Les médias au service de la coexistence entre les religions et les cultures

Les intervenants d'une conférence organisée dans le cadre du Forum économique international Russie-Monde islamique à Kazan (Russie) ont mis en évidence l'importance de lancer des initiatives pour utiliser les médias afin de promouvoir le dialogue interculturel et la coexistence entre les religions et les cultures, ainsi que pour contrer les discours haineux et islamophobes.

Cette conférence, organisée par l'Union des agences de presse des pays de l'OCI (UNA), en collaboration avec l'Agence "Tatmedia" du Tatarstan, en partenariat avec le groupe de la vision stratégique russo-islamique et la mission permanente de la Russie auprès de l'OCI, a souligné l'importance de telles initiatives pour renforcer le rôle de l'information dans le dialogue interculturel. Ces efforts peuvent prendre la forme d'organiser des conférences internationales spécialisées ou de créer et diffuser du conte-



Ph : DR

nu médiatique respectueux des sensibilités religieuses et culturelles, favorisant ainsi une culture de tolérance et de rapprochement entre les peuples. Mohamed bin Abed Rabbo Al-Yami, directeur général de l'UNA-OCI, a souligné les évolutions des médias internationaux, mettant en lumière les avancées vers une diversité renforcée. Il a également rappelé les efforts de l'UNA pour promouvoir les échanges d'informations entre les

agences de presse membres et soutenir médiatiquement la Cause palestinienne tout en faisant face aux campagnes de désinformation menées par certains médias occidentaux. Abdelhamid Salhi, chargé d'information au secrétariat général de l'OCI, a quant à lui mis en avant les contributions de l'organisation dans le domaine de l'information, notamment en lançant une stratégie médiatique pour contrer l'islamophobie et en soutenant la cause palestinienne à travers un observatoire médiatique spécialisé. Dans le cadre de cette conférence, l'accent a été mis sur l'importance de la coopération médiatique entre les pays du monde islamique et la Russie. Le représentant permanent de la Russie auprès de l'OCI, l'ambassadeur Turko Daudov Elmadvich, a souligné l'engagement de son pays à établir des partenariats avec les pays de l'OCI dans divers domaines. Les intervenants ont également souligné la nécessité de mettre en place un cadre pratique pour organiser la coopération entre les établissements médiatiques en Russie et leurs homologues du monde musulman. En marge de ce Forum, plusieurs protocoles de coopération ont été signés entre les médias participants, notamment entre l'UNA et l'Agence de presse russe "Interfax". Cette 15e édition du Forum économique international Russie-Monde islamique se tient au Centre international des expositions "Kazan Expo" du 14 au 19 mai sous le slogan "Confiance et coopération", visant à renforcer les liens entre la Russie et le monde islamique dans divers domaines économiques, scientifique, technique et culturels.

M.Seghilani

HADJ 2024

Zahana insiste sur la sécurité et le traitement rapide des vols

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana, et le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, ont effectué, jeudi, une visite d'inspection à l'Aéroport international d'Alger Houari-Boumediene pour s'enquérir de sa capacité à assurer le déplacement des hadjis vers les Lieux-Saints, tout en inspectant les mesures prises pour accueillir les membres de la communauté nationale établie à l'étranger pendant la saison estivale, a indiqué un communiqué du ministère des Transports. Lors de cette visite, les ministres ont sillonné «les différentes structures et équipements dont la zone de traitement et de transfert des bagages, les guichets d'orientation et de contrôle, inspectant les mesures de passage et les correspondances des lignes internationales», lit-on dans le communiqué. À cette occasion, le ministre des Transports a souligné «l'impératif de fournir toutes les capacités et les moyens matériels et humains, pour la meilleure prise en charge des voyageurs transitant par l'Aéroport international d'Alger, et la coordination entre l'ensemble des intervenants pour ajouter plus de souplesse et simplifier les procédures, d'autant plus que l'Aéroport international d'Alger dispose de toutes les conditions nécessaires pour jouer son rôle de hub aérien au niveau continental et international à travers les capacités d'accueil, les équipements et les mécanismes mis en place », selon la même source. Zahana a également incité, selon le communiqué, «à donner la priorité à la sécurité et à la réduction de la durée du traitement des vols de départ et d'arrivée au niveau de l'Aéroport, outre, l'accélération de la livraison des bagages, la mise en place des moyens de confort et d'hygiène des lieux et des sanitaires, et il a ordonné de créer une commission pour suivre le déroulement de l'organisation de ces deux saisons ».

LES PÈLERINS APPELÉS À RÉSERVER AU PLUS VITE LEURS BILLETS

Par ailleurs, la compagnie aérienne nationale Air Algérie a appelé, dans un communiqué, les pèlerins inscrits sur les listes du hadj de cette année, à réserver au plus vite leurs billets en ligne via le portail « Bawabet El Hadj Dz ». « La compagnie aérienne nationale Air Algérie et l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) appellent tous les pèlerins inscrits sur les listes du hadj 1445/2024 et qui n'ont pas encore réservé le billet de voyage, à le faire au plus vite via le portail "Bawabet El Hadj Dz" dans les vols disponibles et ce dans les meilleurs délais », lit-on dans le communiqué.

Sarah O.

CYCLISME/TOUR D'ALGÉRIE 2024 (6E ÉTAPE)

Hamza Yacine signe une deuxième victoire, Meron Hagos Teshom nouveau maillot jaune

Le coureur algérien, Hamza Yacine, a signé une deuxième victoire d'étape sur le Tour d'Algérie cycliste (TAC-2024), en s'imposant au sprint vendredi à Sétif devant ses compatriotes Youcef Reguigui et Nassim Saidi, pour le compte de la sixième étape longue de 186,5 km. Déjà vainqueur lors de la première étape à Sidi Bel Abbès, le sociétaire de l'équipe Team Madar Pro, s'est adjugé la première place de la plus longue étape du TAC 2024 avec un chrono de 4h 15m 25sec, endossant par la même occasion le maillot vert du meilleur sprinteur. Au classement général, l'Erythréen Meron Hagos Teshom a pris le maillot jaune de leader, porté pendant trois étapes par l'Algérien Ayoub Sahiri (NR Dély Ibrahim). Samedi, la septième étape du TAC-2024, mènera le peloton de Sétif à Constantine sur une distance de 129,4 km. Inscrit au calendrier de l'Africa Tour de l'UCI, le Tour d'Algérie est régi par les règlements de la FAC et ceux de l'Union Cycliste Internationale. Il est placé sous le contrôle d'un commissaire de course et d'un inspecteur antidopage.

SOUS-RIRE

L'été 2023 a été le plus chaud en 2 000 ans



INCENDIES DANS DES PALMERAIES À OUARGLA Une Commission pour évaluer les dégâts

« Une commission de wilaya chargée du recensement des dégâts occasionnés par les feux déclarés mercredi dans les palmeraies des communes d'Aïn El-Beida et Rouissat, dans la wilaya de Ouargla, vient d'être mise en place ». C'est ce qu'a fait savoir le chargé de la communication à la direction locale de la Protection civile, le capitaine Mahieddine Mimouni. Selon ce dernier, la Commission sera « composée des représentants des secteurs de la Protection civile, de la Conservation des forêts, de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Habitat et des Travaux publics et d'autres organismes ». Rappelons que les feux s'étaient déclarés mercredi au niveau des palmeraies d'El-Hedeb, commune de Rouissat, avant d'atteindre d'autres palmeraies des communes de Rouissat et Aïn El-Beida, propagés par les vents violents qui ont balayé la région. Tous les moyens humains (200 agents) et matériels nécessaires ont été aussitôt mobilisés pour maîtriser ce sinistre, a indiqué le même responsable. H. S.